

PENSER
L'ESPACE GÉOPOLITIQUE
MÉDITERRANÉEN

Texte Inédit de Mohammed Arkoun

*Document publié exclusivement à l'occasion de la
journée d'études organisée par l'Académie du Royaume du Maroc
durant le mois d'avril 2019.*

*“Avec l’islam, c’est un nouveau monde qui s’introduit
sur les rivages méditerranéens. Une déchirure se fait,
qui durera jusqu’à nos jours”*

Henri Pirenne,
Mahomet et Charlemagne, Paris 1970, p. 111

Faut-il, au nom d'un réalisme historique impliquant une philosophie de l'histoire qui resterait à valider, considérer que tout essai d'exploration ou de réactivation de la question du sens si constamment présente dans l'espace méditerranéen, est nécessairement voué à sombrer dans les rêveries spiritualistes, les spéculations idéalistes, les évocations nostalgiques ; ou, peut-on, malgré la marche triomphante d'une mondialisation sans projet humaniste, identifier dans l'histoire méditerranéenne de la pensée et des cultures, des postures de la raison, des visées de l'esprit, des œuvres de l'imagination créatrice, des témoignages de prophètes, de saints, de penseurs, d'artistes, de héros civilisateurs qui pourraient féconder, éclairer, inspirer, assurer un supplément d'âme aux nouvelles luttes d'émancipation de la condition humaine, telles qu'elles s'imposent avec urgence à tous les citoyens d'un monde enchaîné à un même destin ?

1

GENÈSE D'UNE STRATÉGIE D'INTERVENTION

Il y a longtemps que je me pose cette question fondamentale et que j'essaye d'y répondre en scrutant l'histoire des systèmes de pensée et des représentations, pas seulement des idées, qui ont façonné les croyances religieuses, les connaissances, les cultures de ce que j'appelle l'espace de la Méditerranée. Plus les peuples riverains et les communautés juxtaposées dans les mêmes espaces sociaux et politiques se livrent des guerres implacables et perpétuent des exclusions réciproques, plus historiens, géographes, anthropologues, politiciens, gestionnaires des religions s'obstinent à prêcher un dialogue interreligieux, interculturel, interétatique qui ne parvient pas à se nouer de façon durable et productive. Pendant ce temps, les stratégies géopolitiques pour contrôler une région riche en pétrole n'ont cessé de susciter et de soutenir des mouvements puissants pour contenir des forces hostiles aux intérêts supérieurs des économies occidentales. C'est ce que les Etats-Unis ont appelé la politique de stabilité (*containment*) jusqu'au fracas du 11/9/2001.

Potentiellement, cet événement autorisait deux réponses possibles: soit l'imposition immédiate, sous l'égide des Nations Unies, d'une paix entre Palestine et Israël, garantie par une force internationale unanimement reconnue, soit la mise au pas de tous les Etats dangereux par une « guerre juste » décidée et conduite unilatéralement par la seule puissance qui peut déclarer par la bouche de son président: « les Etats-Unis n'attendent pas la permission de qui que ce soit pour assurer la défense de leurs intérêts ». A l'orée du 21^e siècle, les conflits latents inscrits dans la carte géopolitique dessinée depuis le 19^e siècle

par les puissances européennes rivales, s'allument dans un espace méditerranéen ravagé depuis 1945 par des guerres opposant des protagonistes scandaleusement inégaux.

Je me suis longuement exprimé sur les suites du 11/9/01 dans mon Entretien avec Joseph Maïla: *De Manhattan à Bagdad: Au-delà du Bien et du Mal*. Je vais me concentrer ici sur une tâche précise: l'étude des conditions de possibilité d'un remembrement intellectuel, spirituel, éthique et culturel de l'espace méditerranéen par-delà les fractures, les systèmes théologiques d'exclusion réciproque des communautés, les conquêtes et les tracés des frontières politiques par l'Europe coloniale, y compris l'ex-URSS et l'actuelle Russie, les stratégies d'appropriation des richesses pétrolières, notamment depuis 1945. Je mesure les écueils, les obstacles de toutes tailles, les faits irréversibles, les volontés de puissance, les conservatismes, les haines dévastatrices, la violence incompressible des ressentiments et des désirs de revanche accumulés depuis 50 ans, notamment dans d'innombrables mémoires collectives. Peut être que les lassitudes, le réalisme, les autocritiques et pourquoi pas la force morale du pardon généralisé contribueront-ils à faciliter la tâche essentiellement intellectuelle que je m'impose ici? Quoi qu'il en soit, je crois dans la nécessité et la fécondité humaniste de cette tâche : elle fait partie de mes combats pour l'humanisme en contextes européens et islamiques depuis la guerre l'Algérie.

Comme beaucoup le font volontiers, je n'ai jamais opposé une rive à l'autre ni en termes politiques, encore moins du point de vue religieux et culture. J'ai grandi en Kabylie où, jeune collégien, il m'est arrivé de lire des auteurs latins sous un olivier, un figuier ou un chêne, sous ce ciel d'un bleu pur qui procure à tous un sentiment d'élévation et d'oubli de soi. Les émois esthétiques que j'ai gardés de ces moments m'ont ressaisi à l'identique à Mykonos, Rhodes et Xilokastron, en Crète, à Tipasa, Bougie, Tabarka, Alexandrie, Ceuta, Antalya et bien d'autres hauts lieux de la Méditerranée. La sensibilité au climat, à la flore, aux senteurs, aux couleurs, à la musique, aux danses, à la gestuelle et aux langages des corps, aux réunions en plein air, à la douce

clarté des nuits d'été, à l'architecture, à l'agencement des champs, à la communication spontanée... précède toujours chez moi et apaise les conflits par ailleurs courants au nom d'une appartenance religieuse, raciale, nationale, villageoise ou simplement familiale. J'ai toujours distingué la légitimité du combat contre les dominations coloniales, racistes, fascistes d'une certaine Europe et ma solidarité intellectuelle avec les avancées de la culture humaniste en contextes islamiques comme en contextes chrétiens et européens laïcs.

Il est essentiel de marquer fortement l'existence d'acteurs historiques qui pensent et agissent dans cette perspective de remembrement historique du destin des deux rives effectivement rivales, séparées, déchirées, travaillées par des contentieux, des ressentiments depuis que le fait islamique et la civilisation d'expression arabe ont substitué pour un temps (7^e-13^e, puis 16^e-17^e avec les Ottomans), leur présence hégémonique à celles de la civilisation gréco-romaine relayée par le christianisme, puis par l'Europe moderne, elle-même de plus en plus marginalisée désormais par les Etats-Unis, comme je l'ai indiqué.

Le texte qu'on va lire est le résultat de révisions, de réécritures successives après chaque conférence donnée dans divers hauts lieux de culture et d'histoire en Europe et dans le monde arabo-turco-iranien. J'ai apporté plusieurs retouches, compléments, réflexions après chaque lecture marquante, chaque débat nourri dans de nombreux colloques. Je mentionnerai par exemple celui de Bonn en juin 2001. Deux instituts de recherche, nouvellement créés, ont proposé une réflexion sur le thème *Does Culture matter? Politics and Governance in the Mediterranean Region*. L'angle d'attaque des débats n'est pas la culture en général, mais les conditionnements des pensées et des conduites individuelles et collectives par des matrices culturelles propres à chaque groupe ethnoculturel, chaque communauté, peuple ou nation façonnée par une même langue, un même héritage religieux, un même parcours historique. L'ouvrage *Does culture matter? How values shape Human progress*, Basic books, 2000, a été édité par Lawrence E. Harrison, un collègue de S. Huntington qui voulait tester la per-

tinence de sa fameuse théorie sur le choc des civilisations. Plusieurs spécialistes se sont interrogés sur les rapports de cause à effet entre formes et niveaux de culture et développement civilisationnel. Nous sommes toujours dans la problématique du *clash des civilisations*, mais avec une focalisation plus insistante sur les cultures comme facteur d'accélération, de ralentissement ou d'échec dans les processus de développement des cultures et des civilisations. La question ainsi posée est délicate ; un mot, une expression peuvent faire basculer le propos dans le culturalisme, le mentalisme, voire le racisme. Outre ce risque, je ferai deux remarques préliminaires au sujet de la question *does culture matter?*

Venant de chercheurs américains, on peut se réjouir à l'idée que la culture soit promue au premier rang des préoccupations intellectuelles et scientifiques dans un pays où la pensée jetable, les objets culturels confondus avec les produits les plus ordinaires suscités et exploités par le marché, connaissent une irrésistible expansion mondiale. La vieille Europe chargée d'expériences historiques irremplaçables n'a plus elle-même que des îlots de résistance à la marchandisation de la pensée et de la culture. Quant aux cultures marginalisées du monde méditerranéen, elles se sont effondrées plus vite que les cultures paysannes, montagnardes, urbaines en Europe, parce qu'elles ont subit les effets dévastateurs de facteurs internes de stagnation, voire de régression et d'agressions externes d'une modernité longtemps médiatisée par l'idéologie colonialiste. Cependant, les ravages causés à ces mêmes cultures par la politique des États postcoloniaux et l'impact du libéralisme triomphant sont plus radicaux et irréversibles que ceux de la modernité classique. On reviendra sur ce point.

La seconde remarque bien mise en évidence au colloque de Bonn est l'absence totale d'intérêt au cas des cultures non européennes (occidentales) pour inaugurer une recherche vraiment neuve sur une typologie des traditions de pensée et de culture où les cultures européennes seraient un exemple parmi d'autres et non la référence obligée pour juger et classer les autres. La théorie du clash est aussi explicite que la vision euro-centriste et ethnographique des 19^e-20^e

siècles colonialistes : il y a les « valeurs de l'Occident » auxquelles tous les peuples de la terre doivent les progrès réalisés depuis les 18^e-20^e siècles et les forces régressives apparues dans le reste du monde depuis la disparition du danger communiste. Mais, dès les années 1950-60, l'idéologie postcoloniale a su proroger le regard ethnographique et la politique de domination du 19^e siècle par le nouveau partage du monde en pays « développés » et pays « sous-développés ». On reviendra sur cette remarque capitale en parlant des impensables et des impensés accumulés dans la division « Occident » vs « Islam » au mépris de toutes les données de l'histoire vécue de 1453 (prise de Constantinople par les Ottomans) à 1945. Cette histoire attend encore d'être écrite dans la ligne que vient de tracer Daniel Rivet pour le Maghreb dans *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Paris, 2002. Au colloque de Bonn, pas plus que dans tant de séminaires et conférences internationales consacrés au monde méditerranéen, on ne s'est pas interrogé sur le cadre cognitif dans lequel continue de fonctionner la pensée, la conceptualisation, le regard de tous les protagonistes tant euro-occidentaux, judéo-islamo-chrétiens, arabo-irano-turcs. On retiendra, j'espère, la portée cognitive de ma terminologie qui explicite les référents linguistiques, religieux, nationaux/nationalistes, historiques, géopolitiques de tous les protagonistes en perpétuelle confrontation idéologique depuis la rupture épistémique, théologique, culturelle, juridique, politique introduite par ce que j'appelle le fait islamique dans l'espace méditerranéen. Ma terminologie veut rompre aussi radicalement que possible avec les deux monstres idéologiques « Islam » et « Occident », construits d'abord sur les deux rives Nord-sud de la Méditerranée, puis, dans toute la sphère géopolitique dite « Occident » sous le leadership des Etats-Unis depuis 1945. Je ne vais pas répéter ici ce que je viens d'écrire sur les mots valises « Islam' » et « Occident » dans *Penser* le 11/9/2001. Malgré mes dénégations réitérées à Bonn et ailleurs, la pensée et les analyses restent engluées dans la problématique

1 - J'écris Islam avec majuscule pour désigner aussi bien l'Islam orthodoxe enseigné et vécu comme la seule « religion vraie » par les croyants que l'Islam idéologisé et instrumentalisé par les militants fondamentalistes; l'islam avec minuscule réfère aux diverses expressions historiques et socioculturelles de la croyance islamique, telles qu'elles sont défendues par les nombreuses écoles théologico-juridiques apparues dans les contextes islamiques changeants.

du clash des civilisations ; on sait à quel point la lutte contre « l'Axe du Mal » est en train d'enfermer plus que jamais les esprits dans une clôture dogmatique aussi rigide que celles instaurées pour des siècles par les théologies communautaristes médiévales. On est amené à poser la question suivante :

De quelle partie de la planète pourrait surgir une pensée dûment libérée des lourds héritages mythohistoriques et des poids des mythodéologies contemporaines pour subvertir à la fois les fondements de la Machtpolitik de « l'Occident » et les discours de victimisation des idéologies postcoloniales qui continuent de couvrir les échecs et les tragédies programmés, cette fois, par de soi-disant élites nationales depuis les années 1950 ?

Penser l'espace méditerranéen après tant de malheurs infligés à tant de peuples, à leurs cultures respectives, à leur légitime espérance sans cesse brisée, c'est prendre en charge sans aucune concession aux fausses sacralisations et aux dangereux repliements sur soi communautaristes et / ou nationalistes, toutes les tâches de déconstruction et de refondation visées dans la question précédente. Je pense aux démissions, aux omissions, aux travestissements, aux constructions mythohistoriques de l'ennemi pour conduire une guerre dite sainte par les théologies, juste par les idéologies laïques, aux rejets conscients ou implicites que les stratégies d'expansion, de domination, d'exploitation ont toujours imposées dans l'espace méditerranéen aussi loin qu'on remonte dans l'histoire des empires, des califats, des sultanats, des Emirats, des monarchies, des Etats-nations et, *last but not least*, de l'hyper puissance américaine d'aujourd'hui. On ne peut dire que des changements de fond significatifs portant sur la rigidité systémique des représentations de soi et de l'autre, soient apparus depuis que des rencontres étatiques euro-méditerranéennes ont été inaugurées à Barcelone en 1995. En mars 2002, j'ai pris part à une conférence internationale organisée par la Commission européenne à Bruxelles sur le dialogue interculturel. On pouvait espérer que des voix autorisées ouvrent des horizons de sens et d'espérance à la mesure des indigna-

tions, des angoisses et des désespérances générées par le 11/9. On a entendu surtout les litanies anesthésiantes sur un islam « humaniste » fantasmé, des musulmans « modérés » dédaignés par l'Occident et des appels non moins triviaux à une politique d'ouverture culturelle et politique de ce même Occident.

Le travail d'autocritique n'est pas à l'ordre du jour ni d'un côté, ni de l'autre. Je ne vise ni la culpabilité morale, jamais encore reconnue comme un objet spécifique d'histoire, ni les crimes politiques programmés partout et qu'aucune loi jusqu'ici ne peut juger; il s'agit d'ouvrir tous les dossiers soustraits à l'investigation des historiens, parce que l'écriture même des historiographies communautaristes et nationalistes continue de conditionner les découpages des périodes, des territoires, des thématiques, des objets dignes de l'investigation historique critique. Il va sans dire que les sujets tabous, les zones interdites, les périodes et les vérités sacrées en islam sont plus nombreux, plus déterminants chez le protagoniste musulman et, dans une mesure à peine moindre, juif, que chez les euro-occidentaux. Les jeunes générations des deux rives continuent de recevoir un enseignement de l'histoire qui perpétue les stigmates, les définitions idéologiques, les ignorances fortement institutionnalisées et même sacralisées dans les trois traditions monothéistes relayées par les Etats-nations unificateurs en pleines « Lumières » modernes ! Il y a encore de l'hagiographie dans bien des manuels d'histoire en usage dans plusieurs pays du monde méditerranéen. Cela s'explique par la récurrence des conflits militaires, la permanence des cadres théologico-politiques de perception et de catégorisation de l'autre comme « infidèle », « impur », « immoral », « non civilisé », « dominateur », « hostile », « xénophobe », « fanatique », etc.

2

DÉPLACEMENTS ET DÉPASSEMENTS NÉCESSAIRES

Pour éviter de me répéter, j'ai choisi d'approfondir ici un thème historique englobant à la fois l'histoire de la pensée, l'histoire générale des sociétés et les fonctions du religieux dans l'aire méditerranéenne. Malgré les orientations pluridisciplinaires de la nouvelle histoire, l'histoire de la pensée connaît partout plusieurs fragmentations : il y a l'histoire de la philosophie, de la théologie, du droit, des religions, de la littérature, des arts, etc. Ces divisions se retrouvent dans le domaine arabo-turco-irano-islamique entièrement classé dans « l'orientalisme ». On force une vision générale de la connaissance et une pratique de l'activité cognitive propre à l'islam classique, à entrer dans des divisions et une périodisation qui reflètent le parcours historique de l'Europe depuis le 16^e siècle. Dans son *Penser au Moyen Âge*, Alain de Libéra a beaucoup aidé à dévoiler l'arbitraire de ce regard sur un espace en fait continu de la pensée couvrant ce que j'appelle l'espace méditerranéen. Ces rectifications devraient avoir des conséquences non seulement sur les frontières tracées à l'intérieur de l'histoire européenne entre Haut et Bas Moyen Âge, Réforme et Renaissance, Temps modernes et contemporains, mais également sur le rétablissement d'une pensée qui s'intéresse aux liens, aux interactions entre philosophie, théologie, droit, relecture des textes religieux fondateurs, connaissance mythohistorique, connaissance historico-critique, institution sociale de l'esprit, production imaginaire de la société, etc. En d'autres termes, le regard pluraliste et multidisciplinaire dans la perspective ouverte par les J. le Goff, les G. Duby, les E. Gilson, les David Goitein... sur un Moyen Âge remembered donnera encore plus à

penser à notre modernité que ceux qui continuent à fragmenter les logosphères, les peuples, les religions, les cultures dans l'ignorance des socles anthropologiques communs aux deux grands axes monothéiste et gréco-romain. Il en découlerait un autre statut et d'autres fonctions de la culture, d'autres voies et horizons de créativité pour l'esprit.

Ainsi, je ne connais pas d'études sur la sociologie de l'échec de la philosophie du côté musulman après la mort d'Ibn Rushd en 1198 et de son succès en Europe chrétienne dans la même période. Plus généralement, quelles corrélations peut-on établir entre les devenir des champs intellectuel, religieux et politique sur les deux rives durant le long affrontement entre l'Europe montante et l'Empire ottoman devenu « l'homme malade » dès le 18^e siècle ? Cette approche permettrait de sortir des représentations qui structurent encore les imaginaires respectifs de ces puissantes entités mythoidéologiques nommées depuis longtemps « l'Occident » et « l'Orient » avec la variante actuelle « Occident » versus « l'Islam », ou la métonymie politologique *Jihâd versus McWorld*². La déconstruction de ces deux polarisations d'essence idéologique et de facture fantasmatique, est d'autant plus urgente qu'elles continuent d'inspirer la production politologique la plus influente sur les opinions publiques, surtout lorsqu'elles s'abritent sous les thématiques du dialogue interreligieux, ou interculturel, des quêtes d'identités ou, comme à Bonn, d'une interrogation à visée réflexive sur le rôle de la culture dans la production de l'histoire des sociétés. Que la culture soit un facteur déterminant est une évidence pour tous ; mais les signes positifs ou négatifs qui affectent les valeurs et les effets concrets de chaque culture dépendent des liens tissés entre les divers champs de l'activité cognitive pour appréhender la réalité dans sa complexité. L'exemple de la culture arabe montre les dangers qu'il y a à séparer la culture littéraire notamment poétique destinée à transmuier une rude existence en émois esthétiques, de la culture intellectuelle critique qui ouvre des horizons de sens et dévoile les divers modes de travestissement du vécu réel.

2 - Titre d'un livre de Benjamin R. Barber, New York 1995, que j'ai analysé dans "L'islam actuel devant sa Tradition et la mondialisation", in *Islam et Changement social*, édité par M. Kilani, Lausanne, 1998.

grossièrement en sociologie courante par la relation dominants/ dominés. Pour simplifier à l'extrême, je dirai que mon regard sur l'espace méditerranéen et l'écriture qui le traduit sont ceux d'un franco-algérien né à Taourirt-Mimoun (Grande Kabylie, une région marquée par la géohistoire de la Méditerranée), socialisé dans l'Algérie coloniale, puis dans la société française, soumis aux tensions éducatives qu'impose la pratique constante de trois cultures dans leurs langues respectives: la culture orale kabyle (on dit de plus en plus *amazigh*), les deux cultures savantes arabe et française auxquelles est venue s'ajouter plus tardivement la culture anglo-américaine. L'idée d'une épistémologie programmatique grandit dans le passage obligé du registre oral prémoderne de la pensée au registre moderne et même métamoderne de la connaissance critique qui refuse d'abandonner aux usages résiduels, deux langues historiquement décalées, mais toujours vivantes de l'espace méditerranéen.

Cette digression théorique permet de déplacer la question *does culture matter* de ses préoccupations politologiques et de sa visée fonctionnaliste à partir du haut magistère de l'Université de Harvard, vers l'anthropologie comme critique des cultures, toutes les cultures, et en premier lieu, celle qui s'autorise à s'interroger sur le statut cognitif et les fonctions nécessaires ou seulement instrumentales et utilitaires de la culture. Je ne puis pousser plus loin ici ces interrogations méthodologiques et épistémologiques. Je signalerai, cependant, à titre d'exemple éclairant, que l'anthropologie comme critique des cultures s'oblige à rompre avec tous les discours de victimisation des dominés face aux dominants pour ne pas idéologiser l'analyse critique; elle conquiert ainsi l'autorité nécessaire pour soumettre la culture dominante aux questions de l'épistémologie programmatique rejetées le plus souvent avec dédain par l'establishment académique qui distribue les homologations intellectuelles, scientifiques et culturelles de toute production de l'esprit. Ainsi, il serait facile de montrer comment une certaine production historiographique et politologique de l'après-guerre froide, largement médiatisée en « Occident », construit des Figures de l'ennemi, de l'actant satanique dévoyé et menaçant de l'histoire, pour combler le vide laissé par la menace communiste dans

le fonctionnement mythoidéologique nécessaire à tout imaginaire collectif. Le succès mondial d'un simple article de S. Huntington en 1993 atteste la portée anthropologique d'une pratique des cultures même en situation d'hégémonie pour créer des faire-valoir apologétiques ou des héros négatifs servant de cibles à toutes les formes de la « guerre juste ». Cette expression qui remonte à Saint Augustin, travaillée par le Coran sous le nom de *jihâd*, a été utilisée spontanément, sans concertation préalable, par G. Bush et F. Mitterrand pour légitimer la guerre du Golfe. Saddam Hussein de son côté, avait mobilisé l'imaginaire de ses troupes en parlant de la « mère des batailles » au nom d'une cause juste, autre façon de parler du *jihâd* dans la culture musulmane. Nous saisissons là le socle sémantique et sémiotique profond de l'imaginaire commun à toutes les cultures méditerranéennes enracinées par les trois théologies monothéistes médiévales dans un grand Récit de fondation commun. Loin d'avoir aboli ce Récit par une pratique sémiotique radicalement différente, le nouveau Récit de fondation institué par la raison moderne n'a, en fait, changé que l'outillage méthodologique et technologique de l'investigation scientifique. La confiance eschatologique dans le Salut éternel a été remplacée par l'imaginaire du progrès scientifique, avec notamment l'espérance fragile, mais technologiquement fondée, de l'allongement de l'espérance de vie.

Revenons à l'espace méditerranéen, on commencera par identifier les multiples obstacles qu'il importe de lever pour assigner à la recherche de nouvelles contributions à l'épistémologie programmatique, offrir aux systèmes éducatifs des questionnements critiques plus exigeants et des introductions plus ouvertes à la pratique de l'interculturalité et de l'intercréativité, créer les conditions irréversibles d'un renversement des rapports entre la *priorité* de fait donnée à la culture technologique indissociable des volontés de puissance et la *primauté* de droit d'une culture humaniste vouée à la construction d'un sujet humain capable d'exercer toutes les responsabilités – qui restent à définir par cette culture- d'une gouvernance à l'échelle mondiale.

3

IDENTIFIER LES OBSTACLES

Nostalgies poético-culturelles, thématiques politico-religieuses, rêveries romantiques d'Andalousies perdues (la *pax romana*, le miracle grec, l'Andalousie musulmane), joie de vivre de touristes nantis, avides de mer, de soleil et de senteurs introuvables dans les régions riches, mais brumeuses du Nord, stratégies politiques de domination du « Grand Moyen Orient » après celle du Proche Orient, contrastant avec les quêtes obstinées d'un sens et de valeurs toujours revisités : l'espace méditerranéen ne cesse de nourrir tout cela à la fois. Et pourtant, il est inexorablement minorisé, marginalisé, vassalisé en tant que référent historique obligé de tous les peuples, tous les Etats-nations qui constituent l'Europe et ses expansions dans les Amériques, en Australie, en Nouvelle Zélande, en Afrique du Sud blanche et autres groupes enclavés dans les sociétés vassalisées. Il est vrai que des mémoires collectives nombreuses se sont construites au sein de l'espace global nommé l'Europe ou l'Occident; mais, on s'autorise aujourd'hui à parler d'une « Communauté » occidentale fondée sur les valeurs partagées de démocratie et de droits de l'Homme. Plusieurs peuples de l'espace méditerranéen sont restés en dehors de ce parcours historique récent, vécu en Europe-Occident comme une rupture saine, irréversible avec les sources et lieux de mémoires que le judéo-christianisme, lui-même construit dans la foulée de la modernité, continue de situer dans cet Orient, dit Proche, bien que, dans les imaginaires politiques actuels, il soit aussi extrême que la Chine ou l'Indonésie. Même le miracle grec et le droit romain si longtemps et fièrement invoqués pour construire l'identité européenne, subissent une éclipse dans la nouvelle culture où l'identité européenne se dilue dans un « Occident » de plus en plus façonné par la culture de *McWorld*.

Des siècles d'histoire intellectuelle et spirituelle du monde méditerranéen sont rendus obsolètes non seulement par la puissante civilisation technologique, mais par la crise du statut même de la personne humaine et de sa dignité. Englués dans le chaos mondial actuel, les analystes les plus sagaces ne peuvent dire s'il s'agit d'une crise de régression et de désintégration ou d'une crise de mutation vers un niveau supérieur d'émancipation. Les spéculations de la philosophie libérale américaine sur l'idée de justice (je pense à l'exemple très connu de John Rawls récemment décédé), ou la culture des sociétés dites pluralistes, les appels de Jean-Paul II à la rechristianisation du monde, les efforts de médiation intellectuelle pour une pratique interactive et non plus fragmentée de la recherche philosophique, théologique et scientifique, apparaissent dérisoires au regard de la dynamique historique que l'alliance Europe-Occident prétend gérer avec responsabilité. Le discours du double critère domine plus que jamais l'exercice des responsabilités au niveau mondial : on invoque la lutte contre les tyrannies et la protection universelle des droits de l'homme pour dissimuler les objectifs inavouables et pourtant déterminants de la *Machtpolitik*. Le procédé est de tous les temps et dans toutes les cultures ; il n'y a pas lieu de polémiquer sur la supériorité de tel modèle sur l'autre. On ne discerne ni programme mobilisateur, ni volonté politique efficace pour prendre en charge cette évidence historique : aux finalités religieuses et/ou philosophiques assignées jusqu'ici au développement historique de l'homme et des sociétés dans les différents contextes méditerranéens, s'oppose désormais une mondialisation vécue comme un destin sans finalité clairement définie, balisée et dûment acceptée par tous. L'évidence ainsi énoncée demande des éclaircissements.

Les religions dites révélées, puis la modernité ont contribué à orienter les regards et les cultures du monde vers l'espace historique méditerranéen. Des millions de pèlerins affluent de partout vers La Mecque, Jérusalem, Bethlehém, Jéricho. Athènes et Rome sont plus présentes dans les mémoires scolaires d'Asie et d'Afrique que Confucius et Bouddha dans celles de l'aire méditerranéenne. Les idées de création divine et

d'éternité du monde, de Parole de Dieu révélée et d'Intellect agent illuminant la raison dans ses activités discursives, ont dominé pendant des siècles ce que les philosophes et les sociologues appellent aujourd'hui l'institution sociale-historique de l'esprit humain lui-même⁴. Nous savons que cette lecture « matérialiste » – pas du tout au sens marxiste - de l'esprit est loin d'être partagée dans ce que j'appellerai la logosphère occidentale contemporaine. Voyez les usages politico-religieux que les croyants de toutes appartenances font du retour du religieux plus que des religions dans leurs enseignements et leurs codes normatifs traditionnels. A mesure que la culture de l'incroyance gagne du terrain partout dans le monde, on assiste à la prolifération des « sectes » dans les sociétés les plus « rationalisées », la réactivation par des « religions à la carte » des problématiques de la foi et de la raison, des valeurs spirituelles et du matérialisme athée, des rituels contraignants pour le corps et l'esprit, etc. Si l'espace méditerranéen ne peut prétendre à aucun monopole ni dans l'invention, ni dans la gestion des finalités assignées à la destinée de l'homme, force est de reconnaître que les cadres et modes de pensée véhiculés par la modernité ramènent de deux manières aux sources méditerranéennes de la quête de sens et d'intelligibilité. D'une part, la modernité classique continue d'utiliser les oppositions binaires communes aux théologies monothéistes et à la métaphysique classique (raison / foi, bien / mal, vrai / faux, divin / humain, cité de Dieu (platonicienne) / cité profane des hommes, transcendant / immanent, éternité / finitude...); d'autre part, la culture de l'incroyance travaille à la sortie historique hors de la sphère religieuse sans y parvenir de façon radicale, convaincante et irréversible. Cette tension entraîne, soit des ruptures suivies d'errances, soit des interactions éducatives et révélatrices de nouveaux possibles de la pensée et de l'action historique.

Quel rôle jouent l'islam et le judaïsme actuels dans cette gestion du destin de la condition humaine monopolisée par une logosphère occidentale qui réduit l'espace méditerranéen à des enjeux de positionnement géopolitique au mépris de tous les héritages intellectuels, spirituels, artistiques, culturels, humanistes dont j'essaye de dresser

4 - Voir Jean de Munck, *L'Institution sociale de l'esprit*, PUF 1999.

un inventaire ? Le pire dans cette réduction des héritages à de simples curiosités historiques pour érudits, c'est l'attitude des Européens eux-mêmes, héritiers vigilants pendant des siècles qui se divisent frontalement sur l'héritage à inscrire dans la récente Charte des droits fondamentaux. En tant que forces de soulèvement historique dans l'espace méditerranéen, l'islam et le judaïsme ont une prééminence que je n'ai pas besoin d'explicitier ici. Je m'en tiendrai aux précisions suivantes.

Malgré son antériorité chronologique dans la conceptualisation de la thématique fondatrice, commune aux trois religions monothéistes (Dieu unique, vivant, acteur de l'histoire du Salut des hommes, Ses créatures, fonction médiatrice des prophètes et du discours prophétique qui articule la Parole révélée de Dieu; Loi divine fixant les normes et les voies éthiques, spirituelles, juridiques qui orientent le parcours terrestre vers la Vie éternelle); malgré tout cela qui demeure incontestable, le judaïsme est resté sous le régime de la « protection » (*ahl al-dhimma*) en contextes islamiques jusqu'à la création de l'Etat d'Israël; il n'a été émancipé du contrôle politique et théologique du christianisme qu'après les révolutions modernes. Il n'a connu ni les expansions conquérantes à travers le monde, ni les tensions entre les formations étatiques et l'instance de l'autorité religieuse qui ont conditionné le devenir et les expansions géoculturelles de l'islam et du christianisme. La singularité historique, sociologique et doctrinale du judaïsme en tant que religion – je veux dire une voie parmi d'autres de « *L'Expérience humaine du divin*⁵ » - connaît des changements significatifs après la création de l'Etat d'Israël. Des penseurs juifs ont ressenti cette rupture et tenté de penser ses conséquences : à savoir la perte d'une précieuse autonomie de l'instance religieuse par rapport à l'instance politique, ou la nécessité d'instrumentaliser la religion pour conquérir une souveraineté politique sur un territoire reconquis par la force brutale sans égards pour son statut singulier de berceau de tous les récits fondateurs, de toutes les symboliques religieuses, de toutes les mémoires collectives indissociables de ce socle anthropologique commun à l'espace méditerranéen.

Je dois évoquer un autre exemple riche d'enseignements pour l'analyse de la singularité reconnue au judaïsme dans cet espace commun : il s'agit de la communauté ismaélienne réactivée au 19^e siècle sous le protectorat britannique en Inde avec un *Imamat*, c'est-à-dire une guidance spirituelle. Il y a aujourd'hui une diaspora ismaélienne aussi étendue que la diaspora juive ; son credo et ses pratiques rituelles ne comportent aucune référence à une terre promise susceptible d'être revendiquée comme la base territoriale d'un Etat indépendant. La communauté fortement soudée autour d'une instance vivante de l'autorité spirituelle (l'Imam Karim Aga Khan), est en train de dépasser ses particularismes sectaires pour s'insérer avec sa trajectoire historique singulière et ses bases ethno-socio-culturelles très diversifiées, non seulement dans l'islam comme religion partagée par tant de peuples sur terre, mais dans le monde moderne avec ses défis, ses tâtonnements et ses avancées dans l'émancipation de la condition humaine. On peut dire que la communauté ismaélienne assure à une échelle plus modeste, la relève historique de cette singularité perdue par le judaïsme désormais inséparable d'un Etat séculier fondé dans des conditions politiques difficiles à assumer par une conscience spirituelle respectueuse de son parcours historique privilégié.

Cela n'est évidemment pas le cas de l'islam majoritaire dans ses deux grandes versions sunnite et shiïte. Pour situer cet islam dans la problématique centrale et récurrente de toute l'histoire des systèmes théologico-philosophico-politiques dans l'espace méditerranéen, j'ai souvent utilisé cette définition heuristique : l'islam est théologiquement protestant et politiquement catholique. J'ai lancé cette définition, je le répète heuristique et non fermée, pour tester la fécondité d'une connaissance comparée des trois religions monothéistes. Le Protestantisme se distingue du Catholicisme par l'introduction du libre examen des Ecritures reconnu à chaque fidèle, tandis que le Catholicisme maintient le fonctionnement vertical du Magistère. L'islam reconnaît dès le départ l'égalité des croyants devant l'interprétation des Ecritures ; mais cette égalité a été limitée, ou confisquée dans la pratique par un pouvoir étatique vertical. Il y a donc eu très tôt – dès l'avène-

ment de l'Etat omeyyade en 661 - étatisation de l'instance de l'autorité religieuse ouverte en principe au débat libre entre les croyants par l'instance du pouvoir politique. Et la pensée théologico-juridique distingue bien, comme les pensées juive et chrétienne l'*auctoritas* et la *potestas* (*al-Hukm* et *sulta*). Cette comparaison appelle les remarques suivantes :

- 1- La rigidité académique de toute l'islamologie classique relayée depuis les années 1970 par l'expansion pléthorique de la littérature politologique sur l'islam devenu l'islamisme, a imposé depuis longtemps l'idée erronée que l'islam confond le politique et le religieux, le spirituel et le temporel. On oublie de préciser que la confusion est le résultat de l'étatisation, non d'un choix théologique. Cela éclaire la différence entre la lecture d'un même fait important par le chercheur-penseur et par l'érudit indifférent à la portée réflexive et éducative de la connaissance proposée. Je sais bien que l'érudition même accumulative et indifférente à toute forme d'intelligibilité, est indispensable pour nourrir et rehausser les apports de la pensée critique. Dans le cas de l'islam, la carence de cette pensée est si générale, si constante et même imposée par les musulmans eux-mêmes qu'on aboutit à une désertification du champ intellectuel. Cela ne manque pas de compliquer à outrance la conjoncture politique ouverte depuis 1945, portée à une intensité tragique intolérable après le 11/9/01.
- 2- La lecture critique comparée permet de mettre fin à la vieille polarisation idéologique « Islam » *versus* « Occident » en déplaçant toute la question de « l'islam » et de son cadre théologico-politique, dit orthodoxe, vers une histoire comparée des systèmes théologico-juridiques monothéistes, utilisée elle-même comme une introduction nécessaire à une anthropologie des rapports dans toutes les cultures – y compris la moderne- entre plusieurs triangles anthropologiques comme religion, société, politique; violence, sacré, vérité; langue, histoire, pensée; Révélation, Histoire, Vérité, etc.

Je ne reprendrai pas ici un parcours théorique et pluridisciplinaire complexe qu'on trouvera plus détaillé dans mes divers écrits déjà publiés. Pour les différences doctrinales entre islam sunnite, islam shî'ite, islam khârijite, islam mu'tazilite, islam mystique, islam ritualiste légaliste, je renvoie provisoirement à une étude ancienne que je suis en train d'approfondir sur "Le remembrement de la conscience islamique" in *Critique de la Raison Islamique*. Mon propos est de montrer comment la recherche scientifique elle-même sur les traditions de pensée et de culture dans l'espace méditerranéen, consolide et même ajoute des obstacles épistémologiques à la communication créatrice entre les cultures. Au lieu de combiner dans la même écriture scientifique l'adéquation descriptive et l'adéquation explicative, l'étude de l'islam comme religion et pensée continue d'ignorer la nécessité de déplacer les questionnements anciens vers des espaces plus larges et mieux balisés d'interprétation pour rendre possibles les dépassements nécessaires dont le christianisme et le judaïsme libéral ont fini par bénéficier à des degrés variés. C'est tout le sens de ma *Critique de la Raison Islamique*, continuée dans mon *Unthought in Contemporary Islamic Thought*. Car le travail de libération des esprits et de radicalisation de la critique des traditions de pensée héritées, doit commencer à l'intérieur de chaque tradition. Les islamologues classiques comme les politologues d'aujourd'hui s'abritent derrière le devoir de discrétion intellectuelle dans un domaine de croyances qu'ils ne partagent pas. L'argument est d'accepter si le chercheur transgresse les règles de l'analyse intellectuelle en portant des jugements de valeur ; mais si l'on s'en tient à l'évaluation des opérations intellectuelles appliquées à l'intelligibilité d'un système de croyances et de non croyances, le devoir de discrétion devient un renoncement aux exigences universelles de toute relation critique du penseur confronté à l'opacité et à la complexité du réel⁶.

Je touche ici à l'une des clefs disponible et cependant délaissée qui permettrait sinon de mettre fin aux guerres « justes » dans l'espace méditerranéen, du moins de rendre intellectuellement et culturellement

6 - Je traite plus longuement de cette aporie dans mes *Combats pour l'humanisme en contextes islamiques*, chapitre sur l'enseignement du fait religieux.

obsoletés les argumentaires récurrents de ce que j'appellerai la raison fondationnelle (*ta'sîl* en arabe), soigneusement distinguée des divagations fondamentalistes (*shatahât usûlawiyya*). La raison fondationnelle déploie toutes les ressources intellectuelles de la critique des fondements pour vérifier la portée opératoire de ces derniers, non pas seulement dans le champ clos d'un système de croyances orthodoxes, mais dans la perspective d'une connaissance ou de valeurs universalisables à la condition humaine. Cette définition distingue clairement l'activité fondationnelle de la raison métamoderne de celles de la raison théologique ou philosophique classique. On dira ainsi que la raison fondationnelle devient une raison fondamentaliste dès qu'elle cesse d'étendre l'examen critique des fondements invoqués au système cognitif dans lequel elle opère. La pensée fondamentaliste cherche à mettre à l'abri de toute discussion ouverte les postulats qui lui permettent de construire et de faire fonctionner pour un groupe, une communauté, une nation, un système clos de normes, de croyances et de procédures discursives. Cette définition descriptive s'étend aux Magistères religieux comme aux Magistères laïcistes, positivistes, historicistes, sociologistes qui tendent à généraliser arbitrairement des constructions théoriques basées sur des fondements contingents. Les constructions de ce que les religions monothéistes appellent la Loi divine, les divers systèmes métaphysiques élaborés par les philosophes, les théories récentes sur le clash des civilisations (voir la *Lettre d'Amérique* signée en février 2002 par une soixantaine d'intellectuels américains pour légitimer la « guerre juste » contre le terrorisme) offrent autant d'illustrations incontestables de la carence intellectuelle des lectures soit-disant scientifiques de l'islam, comparées à celles plus empathiques, plus libératrices et plus responsables appliquées au christianisme et au judaïsme⁷.

Toute l'œuvre d'un Paul Ricœur ou d'un Emmanuel Lévinas témoigne de l'effort d'intégration philosophique d'une raison fondationnelle critique dans la quête d'horizons de sens où s'entrecroisent

7 - Pour plus de développements sur la distinction esquissée ici, on lira mon livre en arabe *Al-fikr al-Usûlî wa-stihâlat al-Ta'sîl*, Beyrouth 1999. Je compte publier la version française de ce livre sous le titre *Critique de la Raison juridique dans la pensée islamique*.

des apports de la pensée religieuse et les contraintes intellectuelles et scientifiques de la pensée moderne. Ce type de médiation entre une raison religieuse fidèle aux axiomes et aux postulats de la raison théologique classique et une raison philosophique « pure » pour qui le concept même de raison religieuse est inacceptable, retient davantage l'intérêt de la tendance « spiritualiste » de la philosophie contemporaine. Les opposants sont nombreux et virulents comme l'anglais John Gray dans son dernier livre *Staw Dogs*, Granta, Londres, 2002. Il est vrai que le travail d'archéologie des consciences formées dans la culture croyante et la pensée fondationnelle doit s'étendre aux diverses formes de la culture et de la pensée de l'incroyance. Il est clair en effet que beaucoup continuent à penser dans la ligne fondamentaliste tout en se réclamant de la culture « moderne » de l'incroyance, de l'athéisme militant, ou de l'agnosticisme « laïc ». C'est ce qui explique les condamnations sans nuance d'un islam fondamentaliste qui s'est enfermé lui-même dans un lexique et des catégorisations « religieuses » obsolètes. Je multiplie l'usage des guillemets pour signaler la nécessité de soumettre à la critique archéologique un vocabulaire lourdement chargé de postulats et de définitions qui se veulent modernes face à une religion exaspérante par l'arrogance de ses croyances ostentatoires, mais qui renvoient, en fait, à un registre fondamentaliste. Ces confusions sont récurrentes depuis le 19^e siècle positiviste dans la dénonciation stéréotypée de la guerre sainte, de la polygamie, du fanatisme, de la crédulité, du conservatisme, des conduites régressives..., alors qu'une socio-anthropologie sommaire des divers niveaux de culture en contextes occidentaux détecte des traits identiques à ceux qui sont stigmatisés chez l'autre, l'étranger, l'ennemi potentiel. Pensons à la « guerre juste » du prolétariat ouvrier contre toutes les formes de la bourgeoisie libérale et conquérante et à la réponse de celle-ci par la répression légale; ou celle des colonisés contre les colonisateurs qui n'ont pas de mots assez durs et condescendants pour dénoncer les peuples ingrats à l'égard de leurs bienfaiteurs. Avec *Jihâd versus McWorld*, nous entrons dans la mondialisation de la dialectique des puissances civilisées et des résidus de la barbarie.

Les carences et les omissions intellectuelles dans l'interprétation des religions et des cultures contribuent de manière pernicieuse à nourrir les conflits et les fausses légitimités entre islam et Occident. Bernard Lewis, historien de l'islam et conseiller écouté de l'administration Bush père et fils, a publié en mars 2002 un de ces *best-seller* qui donne une caution scientifique à l'imaginaire occidental sur l'islam et les sociétés arabo-turco-iraniennes. Le titre du livre – *What went wrong*, banalement traduit en français par *Que s'est-il passé ?* – annonce explicitement l'engagement de l'auteur à fournir toutes clefs de la genèse historique du 11/9/01. Le lecteur averti sur les méthodes de l'analyse du discours, découvrira sans peine les manipulations idéologiques de l'histoire en un temps de crise majeure, par un savant si réputé que ses nombreux ouvrages sont immédiatement traduits dans toutes les langues européennes. Cette pratique de la science occidentale sur l'islam traduit aussi la quasi absence de chercheurs et de penseurs musulmans capables de combler des vides intolérables dans tous les domaines.

POLITIQUE, CULTURES ET GOUVERNANCE DANS L'ESPACE MÉDITERRANÉEN À L'HORIZON 2020.

Revenons à l'histoire en cours. L'espace méditerranéen reste conditionné pour son avenir par quatre grandes forces:

- 1- l'Europe-Occident incarné par les puissances du G7 étendu depuis peu à 8 ;
- 2- l'Union européenne qui peut soit renforcer un eurocentrisme hégémonique par l'addition ou la juxtaposition des stratégies géopolitiques propres aux Etats-nations qui la composent, soit affirmer une vocation transnationale, voire métanationale qui lui permettrait d'orienter la mondialisation dans le sens de solidarités nouvelles entre les peuples réconciliés partout avec des Etats de droit ;
- 3- le national-totalitarisme récurrent dans le style de l'ex Yougoslavie, et enfin,
- 4- la prétendue alternative islamique nommée islamisme politique ou fondamentalisme islamique par les deux premiers grands acteurs sous la bannière des Etats-Unis.

Je n'examinerai pas ces forces l'une après l'autre, car elles sont imbriquées l'une dans l'autre. Il y a interaction permanente entre les sphères géopolitiques, les rapports bilatéraux (France - Algérie, Tunisie - Maroc, Etats-Unis - Israël, Egypte, Arabie...; Union européenne - Proche Orient, etc.). Je traiterai plutôt des enjeux communs à toutes les forces en présence, c'est-à-dire la politique des Etats-nations anciens (euro-américains) et nouveaux (postcoloniaux), de l'absence d'une politique des cultures et surtout du fait religieux devenu un fac-

teur idéologique dominant dans l'espace méditerranéen depuis 1945, de l'absence d'une culture et d'une philosophie de la gouvernance capable d'anticiper les réponses aux attentes des peuples à l'horizon 2010-20.

4.1 - POLITIQUE ET GOUVERNANCE

L'instance du G8 pouvait aider à harmoniser les politiques des pays riches vis-à-vis des pays pauvres non pas tant en effaçant périodiquement des dettes ou en lançant des actions humanitaires pour soulager des malheurs liés à des tragédies politiquement programmées, mais en dessinant une nouvelle carte des sphères géopolitiques régionales qui auraient vocation à conduire des expériences de démocratisation et de développement économique en harmonie avec les données historiques et culturelles propres à chaque sphère. Le G8 aurait contribué ainsi à l'effacement progressif des frontières nationales léguées par les systèmes coloniaux, aidé à l'émergence d'identités larges, mieux ancrées dans des parcours historiques communs et des impératifs géographiques et écologiques favorables à des développements durables, mieux intégrés dans les courants de mondialisation. De telles visions auraient aussi donné aux Etats-Unis et à l'Union européenne une occasion de dépasser leurs rivalités qui rappellent celles qui ont longtemps opposé les Etats-nations européens. Mais l'intervention très discutée de l'OTAN au Kosovo et surtout l'échec des réunions successives comme celles de Gênes, de Durham, de Johannesburg et bien d'autres, ont bien montré les limites de la « gouvernance » des pays riches violemment contestés par des mouvements d'opposition, de contestation dont il reste à vérifier s'ils sont eux-mêmes porteurs d'une vision géopolitique et géohistorique inclusive de la problématique mentionnée ci-dessus sous la question fondatrice : *Does culture matter?* Pour mesurer à quel point cette question est totalement ignorée, il suffit de vérifier combien d'historiens, d'anthropologues, de philosophes critiques sont invités comme voix délibératives à toutes les grandes réunions internationales chargées d'étudier les questions

de développement dit durable, de la pauvreté matérielle et du désastre culturel dans le monde généré par le libéralisme succédant aux révolutions socialistes après 1945.

Il est obsolète de discuter, comme on l'a fait, des mobiles réels qui ont poussé à l'engagement de l'OTAN en Bosnie et au Kosovo. Officiellement, il s'agissait de défendre les valeurs de l'Euroland contre l'extension d'un néofascisme à partir des Balkans; dans la réalité, les enjeux de la *Machtpolitik* pour l'Union européenne comme pour les Etats-Unis, ne sont jamais absents. On retrouve la stratégie du double critère qui triomphe d'une façon plus évidente que jamais depuis le 11/9. Je rappelle ces données pour relancer la question des chances laissées à l'utopie d'une (ré)intégration à terme de la Méditerranée « musulmane » dans la sphère géopolitique et géohistorique de l'Union européenne. Celle-ci a accueilli sans atermoiements la Grèce de culture et de confession chrétiennes orthodoxes, tandis que la Turquie et le Maroc qui frappent avec insistance à la même porte, demeurent en observation.

Assurément, la culture importe (*Culture does matter*) dans la construction de tout sujet humain et dans le travail historique de soi sur soi par lequel chaque groupe, chaque nation produit son identité. Le problème qui se pose dans toutes les sociétés à l'horizon 2010-2020 est d'inaugurer une politique de la culture de transition capable d'assurer le passage des identités culturelles fermées, promues et nourries depuis des siècles par les systèmes religieux de croyances et de non croyances dogmatiques, puis par les idéologies nationalistes séculières d'expansion pour les uns, de libération pour les autres. Les pratiques postmodernes ou métamodernes de l'interculturalité et de l'intercréativité déjà présentes dans les « maisons des cultures du monde » à Paris et à Berlin par exemple, commencent à peine à faire connaître leur fécondité. C'est l'intercréativité dynamisée par la multiplication des festivals internationaux de la jeunesse qui rendra possible l'émergence d'instances de la gouvernance dans le monde et d'abord dans le cadre très prometteur de la sphère géohistorique euro-méditerranéenne. Je tempère cette vision optimiste pourtant à

notre portée, par un constat pessimiste : les inspirateurs des rencontres euro-méditerranéennes depuis Barcelone, sont davantage préoccupés par l'urgence des problèmes posés par l'immigration et l'idéologie islamiste véhiculée par des militants à l'échelle mondiale, que par les perspectives d'une politique audacieuse de l'interculturalité qui a, de surcroît, l'avantage d'apporter une réponse de fond à la crise généralisée de la culture civique dans toutes les sociétés contemporaines. J'observe dans tous les pays membres de l'Union européenne que les gouvernements se contentent d'apaiser les revendications des immigrants musulmans en leur offrant des mosquées et la possibilité de se procurer de la viande licite ou des carrés réservés dans les cimetières. On respecte ainsi la lettre des constitutions sur la liberté des cultes, mais on ne s'interroge pas sur les contenus des sermons et, plus généralement, le discours social qui circule dans l'espace supposé « sacré » des mosquées, comme dans les prisons où les détenus de confession islamique sont hélas trop nombreux, ou dans les hôpitaux, voire les écoles publiques. Les fidèles qui fréquentent les mosquées en Europe comme dans tout le monde musulman, ont un besoin vital d'une information moderne, non seulement sur leur religion, mais sur les religions présentes dans les sociétés pluralistes européennes et américaines. Je crie partout depuis des années que cette information de grande portée civique et strictement scientifique, n'est pas disponible dans des formes et des espaces de communication accessibles aux catégories socio-culturelles que constituent les immigrants. Je peux témoigner à partir de mes contacts continus dans toute l'Europe que la question cruciale de l'expression intellectuelle et scientifique de la pensée islamique contemporaine n'est perçue ni comme une réponse politique urgente, ni encore moins comme l'une des contributions les plus décisives à une culture civique à l'échelle mondiale (voir mon *The Unthought* déjà cité).

4.2 - LE FAIT RELIGIEUX COMME OBJET PHILOSOPHIQUE ET ANTHROPOLOGIQUE

Je crois pouvoir dire que le rôle de la connaissance critique du fait religieux pour la construction d'une nouvelle conscience civique dans les sociétés démocratiques pluralistes d'aujourd'hui, demeure lui aussi un impensé largement partagé dans la pensée et l'action politiques de tous les régimes politiques contemporains, y compris, bien sûr, les plus modernes et les plus laïcisés d'entre eux. Il m'a été donné de participer à deux congrès (2000 à Bologne, 2002 à Nice) de l'importante Association de philosophie de la langue française. J'y ai posé la question de la nécessaire promotion du fait religieux dans ses réalisations anciennes et ses manifestations actuelles, à la dignité d'un thème philosophique majeur après deux siècles de quasi indifférence et d'hostilité marquée d'une raison des Lumières plus soucieuse d'étendre sa souveraineté intellectuelle et politique que de soumettre à un égal examen critique tous les régimes de vérité en compétition dans les sociétés. Le thème du congrès de Nice, *Avenir de la raison, Devenir des rationalités*, exige tout particulièrement une confrontation poussée entre les régimes théologiques de la raison et des rationalités et ceux propres à la philosophie. Mais on sait que l'histoire critique comparée des systèmes de pensée théologiques des trois versions du monothéisme, demeure un vaste champ de la connaissance laissé en friche par deux disciplines – théologie et philosophie – qui, à part de rares, mais fécondes exceptions, ont cessé de communiquer depuis les premiers combats – ô combien nécessaires et libérateurs – menés en Europe dès les 16^e-17^e siècles, contre le cléricalisme catholique. L'histoire fait plus que la philosophie pour limiter les ravages de ce qu'on nomme « le retour du religieux » sous la forme des intégrismes et des fondamentalismes. Je pense à un ouvrage récent sur la Bible: Istrél Finkelstein et Neil Asher Silberman: *La Bible dévoilée. Les nouvelles révélations de l'archéologie*, Bayard 2002. Si j'insiste sur cette donnée importante de l'histoire des idées et des systèmes de pensée, c'est parce que les Etats démocratiques ont renoncé à leur obligation de veiller au meilleur avenir de la raison, tandis que les Etats obscuran-

tistes et prédateurs postcoloniaux ont détourné à leur profit les fonctions psycho-socio-culturelles du fait religieux hérités de la période prémoderne. Ce faisant, depuis les années 1950, les soi-disant élites nationales politiques et même intellectuelles ont perverti de proche en proche tous les niveaux et les lieux d'exercice de la raison critique. L'islam a considérablement souffert d'une étatisation systématique de toutes les ressources mobilisatrices de la religion pour légitimer des combats destructeurs de tous les codes éthico-juridiques et culturels qui ont assuré pendant des siècles des cohésions socio-culturelles relatives, mais durables.

Dans cet ordre d'idées et cette visée réflexive au sujet du fait religieux, la carence déjà signalée de la littérature politologique, a des effets encore plus pervers puisqu'elle nourrit le vocabulaire et définit le cadre interprétatif des médias qui, à leur tour, construisent les imaginaires politiques et sociaux hors de tout contrôle critique. Quand Gilles Kepel signale dans son dernier livre⁸ que les « menaces » de la prétendue alternative islamique ne correspondent à aucune réalité doctrinale, il ne s'attarde nullement à définir les processus historiques qui ont conduit à cette coupure et surtout les implications cognitives et éducatives de l'islam populiste promu à la fonction d'un Modèle de production historique des sociétés, opposable au modèle de « l'Occident ». Il laisse ce travail à l'historien de la pensée, ou à des penseurs qui font cruellement défaut. La voie est ainsi libre pour les élucubrations et les manipulations islamistes qui suscitent les dénonciations et les indignations vertueuses des néo-voltairiens sans le talent littéraire, ni la culture, ni la pertinence philosophique du grand Voltaire. Quand la catastrophe majeure se produit (je pense au 11/9/2001), la rage guerrière, la volonté de punir, d'éradiquer la violence des barbares, l'inculture des gueux brandissant une religion de « cons », selon Michel Houellbecq, se déchaînent comme autant d'obligations patriotiques et de vertus humanistes... Ainsi, toute politique neuve de gestion du fait religieux par la recherche scientifique appropriée et un système éducatif totalement repensé, est rejetée à

8 - *Jihad. Expansion et Déclin de l'islamisme*, Paris 2000.

plus tard, après la lutte victorieuse contre un Mal dont on refuse de faire la généalogie à la manière si lucide et insistante de l'*Humain trop humain*, *Au-delà le bien et le mal*, *Le Gai savoir...* Leçon de Nietzsche se battant déjà pour les Nouvelles Lumières; leçon oubliée en « Occident », à part les professeurs de philosophie, inconnue et totalement impensée et, pour le moment, impensable en Islam, en Judaïsme, en Hindouïsme, en Bouddhisme qui ressassent des spiritualismes rêveurs et ravivent des conduites rituelles de rassemblement et de mobilisation pour faire face partout aux menaces de « l'autre » non intégrable. On ajoutera que bien des usages de la laïcité et de la modernité conquérante des 19^e-20^e siècles ont totalement ignoré le combat salutaire de Nietzsche pour délivrer la raison dite des Lumières de ses compromissions avec la raison de la *Machtpolitik* accompagnée par les fausses promesses d'un humanisme spéculatif qui reconduit dans un discours séculier la thématique historico-transcendantale de la métaphysique classique.

4.3

STRUCTURES ANTHROPOLOGIQUES DES IMAGINAIRES.

Les irrédentismes confessionnels, nationalistes, identitaristes se sont multipliés et amplifiés dans l'aire méditerranéennes à la mesure des mémoires collectives à la fois très anciennes et toujours vivaces au sein des *millet*, ces organisations confessionnelles communautaristes léguées par l'administration ottomane, ou ces communautarismes qui tentent de s'imposer aujourd'hui en faisant des usages pervers des libertés démocratiques. Là où la démocratie fait défaut, on a vu s'épanouir des mafias politico-financières. On a en Syrie une butte-témoin des groupes anciens repliés sur leurs identités locales : le village de *Ma'lûla* parle encore l'araméen déjà délaissé par les Evangélistes qui ont préféré le grec pour transcrire le message de Jésus de Nazareth, consacrant ainsi la première rupture sémantique et culturelle entre une tradition culturelle « sémitique » avec l'hébreu, l'araméen, le syriaque, l'arabe et une tradition « occidentale » avec le grec et le latin. La

deuxième guerre mondiale a considérablement aggravé la dialectique sociale et politique des puissances et des résidus à travers le monde, mais plus dramatiquement encore dans l'aire méditerranéenne où se sont succédés plusieurs empires. Les puissances, ce sont les majorités religieuses, ethnolinguistiques et culturelles dont on peut suivre la montée dans l'histoire depuis le Moyen Âge : les Empires, le califat, les monarchies, les Etats-nations. A partir du 19^e siècle, il y a eu le panislamisme, le panarabisme, le panturquisme, le paniranisme diversement utilisés par les mouvements nationalistes ; du côté européen, la victoire des alliés a libéré l'Europe occidentale de la tentation fasciste totalitaire, mais renforcé la puissance idéologique du communisme soviétique qui, avec la politique des nationalités aussi dangereuse et néfaste que celle des *millet*, a figé l'évolution interne de plusieurs groupes ethnolinguistiques et religieux constitués en résidus d'une histoire universelle et révolutionnaire dirigée par les grands timoniers rivaux. Ainsi, se sont exacerbées des frustrations et des humiliations séculaires : langues et cultures écrasées, peuples fragmentés et dispersés comme les Kurdes, persécutions et marginalisations pour des croyances et des coutumes non conformes aux orthodoxies religieuses, ou aux idéologies nationalistes de combat, tensions et ruptures entre « élites » dominantes, riches, « cultivées » et enclavées dans les quartiers luxueux des grandes villes faces aux masses populaires de plus en plus vouées au populisme et reléguées dans les zones vétustes et les bidonvilles. A ces éclatements internes de chaque société, viennent s'ajouter toutes les pressions liées aux oppositions nord/sud avec leurs polarisations idéologiques dans tout le pourtour de la Méditerranée.

Comment sont gérés les irrédentismes légués par le passé et ceux que génèrent encore les Partis-Etats postcoloniaux ? Enumérons les irrédentismes juif / musulman / chrétien ; juifs / arabes ; berbère / arabe ; kurde / turc / arabe / iranien ; serbe orthodoxe / bosnien et albanais musulman ; arménien / russe / arabe / turc ; grec orthodoxe / turc musulman ; coptes / musulmans ; basques, corses, îles italiennes / métropoles. On peut ajouter les oppositions d'essence idéologique,

non moins virulentes et difficiles à dépasser entre les Etats-nations arabes eux-mêmes après les grands élans rêveurs vers la Nation Arabe Unie du Ba'th et de Nasser jusqu'à la grande désillusion de 1967, suivie par celle de 1973, puis les deux guerres du Golfe; entre la Grèce et la Turquie avec Chypre toujours divisée; la Syrie et l'Irak; la Syrie et le Liban; l'Irak et l'Iran; l'Egypte et le Soudan; la Libye contre tous; l'Algérie contre le Maroc, etc. La longévité politique des chefs historiques ou dynastiques dans les pays arabes a favorisé la formation de groupes de pressions, de mafias politico-financières, d'enclaves socio-économiques dans des sociétés où le chômage, la marginalisation, les idéologies populistes constituent autant d'obstacles à des politiques d'émancipation et surtout d'intégration dans des ensembles euro-méditerranéens plus libérateurs.

Je rappelle les dates suivantes : Hussein de Jordanie, 1954-1999; Hassan II, 1961-1999; Kadhafi, 1969-2011; Arafat, 1967-2005; Assad, 1970-2000; Saddam Hussein, 1978-2003; Tunisie, deux présidents depuis 1956; Egypte, trois depuis 1951; Algérie, 6 présidents depuis 1962 dont 3 éphémères, etc. Il faut notamment poser la question du poids politique d'une démocratie arithmétique manipulée par des alliances fondées sur des solidarités néopatriarcales. Il y a en outre cette corrélation aux conséquences incalculables sur plusieurs plans : dès 1980, la proportion des moins de 20 ans l'emportait sur celles des tranches d'âge supérieures; en même temps que la pyramide des âges s'inversait ainsi avec une rapidité sans précédent dans l'histoire, les maîtres du pouvoir usent de tous les moyens pour se maintenir au pouvoir pendant 30 ans et plus.

Devant ces faits massifs qui relèvent de l'anthropologie culturelle, sociale et politique, de l'histoire générale, de l'économie et de la géopolitique, que disent, que font les chercheurs, les penseurs, les intellectuels, les responsables politiques, les grands acteurs économiques, les hautes instances religieuses de chaque société civile là où elle peut s'organiser et s'exprimer pleinement comme partenaire de l'Etat de droit ? Quels leaders ont pesé le plus lourdement sur la manipulation des mémoires collectives, l'orientation du destin historique de chaque

peuple en intégrant ou rejetant les dimensions d'une civilisation méditerranéenne ? Et comment faire aujourd'hui, devant les obstacles anciens et nouveaux qu'on vient d'évoquer, pour que la personne humaine ne soit plus un concept spéculatif utilisé pour travestir, sacraliser, moraliser des conduites politiques radicalement antihumanistes ? Je pense aux mises en scène de pratiques démocratiques formelles par des régimes totalitaires, prédateurs ou conservateurs ; aux discours moralisateurs, non moins formels des défenseurs occidentaux des droits de l'homme, alors que le contrôle géopolitique de la carte du monde et spécialement celle du *Middle East* au sens américain⁹, reste ce qu'elle est depuis le 19^e siècle.

Dans toutes les traditions méditerranéennes, on enseigne depuis le temps lointain des *Miroirs de prince*¹⁰ que la responsabilité intellectuelle dans la tradition philosophique, la responsabilité spirituelle dans les traditions religieuses sont en amont de la responsabilité morale qui fonde elle-même la construction des légitimités juridiques et politiques. Dans ses exposés savants et didactiques, la pensée moderne continue de discuter les conditions de légitimité de tout pouvoir selon la philosophie morale et politique, le sujet transcendantal kantien, la *Cité de Dieu* selon Saint Augustin, la *Cité vertueuse* selon Fârâbî, la gouvernance du Juste (*wilâyat al-faqîh*) dans la Tradition shî'ite banalisée dans la dissertation scolastique de Khomeini, la gouvernance selon la Loi divine (*al-siyâsa-l-shar'iyya*) selon les Sunnites (Ibn Taymiyya banalisé dans le régime saoudien), demeurent, avec les corrections réalistes de Machiavel et d'Ibn Khaldoun, des références familières dans l'imaginaire éthico-politique méditerranéen. C'est pourquoi, on entend même des personnalités politiques faire appel à des interventions plus fréquentes d'« intellectuels » capables d'enrichir des débats sur les nouvelles articulations de l'autorité et du pouvoir. Les cultures populaires méditerranéennes savent en même temps que dans l'histoire concrète, le calcul politique s'appuie sur toutes les ruses (*hiyal*) et

9 - Voir le livre alerte, incisif et très nuancé de R. Stephen Humphreys : *Between Memory and Desire. The Middle East in a Trouble Age*, University of California Press 1999. On notera la charge poétique et la pertinence psycho-historique du titre.

10 - Voir Jocelyne Dakhlîya, *Le Divan des Princes, le politique et le religieux dans l'islam*, Aubier, Paris 1998.

les manipulations des alliances pour faire prévaloir les impératifs immédiats ou lointains de la *Realpolitik*. L'arme de la dérision est partout maniée avec une cruelle justesse dans les bons mots, les anecdotes piquantes qui rempliraient des volumes pour chaque pays où sévissent depuis des décennies des Etats contre les peuples et les sociétés civiles. Le regretté Sayyid 'Uways, un sociologue égyptien, a eu l'heureuse idée sous le règne du Za'im Abd al-Nasser, de publier les lettres adressées au tombeau de Shâfi'i (m. 820) par des paysans lésés pendant la révolution collectiviste ; il a donné la parole aussi à une autre catégorie du peuple égyptien réduite au silence en publiant les inscriptions relevées à l'intérieur des taxis du Caire.

Ces deux versants savant et populaire de l'imaginaire éthico-politique des peuples méditerranéens traduisent la permanence de structures sociales patriarcales et d'institutions politiques patrimoniales depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. L'attente messianique d'une gouvernance juste a accompagné pendant des siècles un système d'organisation sociale et politique que les religions autant que la philosophie politique classique ont transfiguré en Images symboliques idéales qui nourrissent l'attente eschatologique des croyants traditionnels, ou la certitude de la victoire finale des luttes révolutionnaires modernes. Deux facteurs historiques décisifs ont toujours et partout manqué dans les contextes méditerranéens ainsi délimités anthropologiquement :

- 1- La montée irrésistible et continue d'une classe sociale qui brise de façon irréversible les fondements patriarcaux et patrimoniaux de l'ordre économique, social et politique en imposant par la subversion simultanée des champs intellectuel, religieux, politique et économique hérités - comme l'a fait la bourgeoisie conquérante en Europe - une culture de développement du capital social et de l'investissement économique, un système de production et d'échange à vocation mondiale, un droit moderne fondé sur la nécessité pour l'Homme de repenser sans cesse l'historicité de sa condition. A cet égard, les fondations culturelles privées et les instances internationales comme l'UNESCO apportent des contributions non négligeables, mais encore trop insuffisantes,

eu égard aux urgences et aux besoins que j'évoque ici pour l'espace méditerranéen dont font partie des membres importants de l'Union européenne.

- 2- Un processus historique également continu de mise en place simultanée d'un Etat de droit et d'une société civile comme agents interactifs liés par un contrat constitutionnel où sont définis les droits et les obligations de chaque agent pour garantir à tous les citoyens les protections, les ressources, les droits nécessaires au déploiement optimal de leur vocation de sujets humains collectivement responsables de l'émancipation de la condition humaine.

La formulation et la portée historique déterminante de ces deux facteurs demeurent ouvertes à toutes les discussions, à toutes les corrections, à tous les compléments. J'ai essayé d'y inclure tout ce que je sais de l'histoire générale de la pensée dans l'aire méditerranéenne, des développements de cette pensée sur les deux rives « islamique-orientale » et « chrétienne-euro-occidentale¹¹ ». Les objections sur les dérives colonialistes, impérialistes, racistes de la bourgeoisie conquérante ne sont pas pertinentes dans le cadre théorique d'analyse que je cherche à définir pour un ensemble géohistorique dont il importe d'abord d'identifier les données anthropologiques communes et les forces historiques interactives qui ont pesé de façon déterminante sur le partage géopolitique, géoculturel, géoéconomique d'aujourd'hui entre une Méditerranée archaïque, engluée dans des héritages très mal gérés et une Méditerranée liée aux rivalités intra européennes jusqu'à l'intervention récente des Etats-Unis. L'Union européenne de plus en plus sollicitée par des Etats du Sud et de l'Est semble s'orienter dans un premier temps vers des accords de partenariat privilégié.

11 - J'use de cette terminologie peu familière pour suggérer les amoncellements de représentations imaginaires dans les termes islam, Orient, christianisme, judéo-christianisme, Europe, Occident utilisés séparément comme mots-valises. Les guillemets signalent chaque fois la nécessité de repenser tant d'héritages, de mémoires collectives, d'interprétations et représentations imaginaires qui continuent de nourrir les exclusions réciproques, les condamnations, les rejets passionnels débouchant sur des guerres récurrentes, bi ou multilatérales. Je pense aux confrontations entre Algérie/France, Inde/Royaume-Uni, Maroc/Espagne et France, Grèce/Turquie, Tadjikistan, Tchétchénie/Russie, etc. Il y a un contentieux historique ancien dont les tensions constituent des bases solides pour la construction de consciences historiques à la fois rédemptrices et solidaires pour l'avenir.

La perspective de mes analyses est prospective ; elles ne reprennent les connaissances sur le passé que pour souligner qu'elles sont inadéquates, aliénantes, imaginaires, voire fausses, donc dangereuses pour une pensée qui veut intégrer les chocs du futur sur le présent douloureux, tragique, ingérable de la partie de la Méditerranée soumise à des processus régressifs. Ainsi, quand je qualifie de civile la guerre algérienne de libération (1954-62), je réintègre une dimension humaine pour le respect de tous les morts tombés des deux côtés sur un sol juridique et historique commun de 1830 à 1962. Les survivants algériens et français portent le témoignage de cette référence commune à la fonction rédemptrice d'une histoire solidaire fondée cette fois sur l'union de volontés libres. Les errances d'une guerre cruelle suivie par un divorce brutal peuvent éclairer les voies d'une action historique rédemptrice comme cela s'est produit entre la France et l'Allemagne, l'Afrique du Sud de Nelson Mandela et celle de l'apartheid. Cette évocation d'une histoire rédemptrice après des guerres aveugles peut s'appliquer aussi pour les Etats-Unis dans le grand Moyen Orient.

Revenons à ces passés contrastés de l'histoire de l'espace méditerranéen. Dès le 10^e siècle, l'historien Miskawayh (m. 1029) a écrit des pages modernes pour dénoncer les méfaits économiques et sociaux du système de l'*iqṭā'*, concessions faites aux militaires pour l'exploitation de terres riches dans le bas Irak. Ce système a affaibli les pouvoirs politiques, asservi les paysans aux féodaux parasites et prédateurs, appauvri la production, gêné les progrès de l'agriculture jusqu'à la fin de l'Empire ottoman ! On sait que les révolutions socialistes postcoloniales ont achevé la désintégration, à la manière de Staline, des mécanismes de solidarité naturelle et des codes culturels indissociables de la civilisation paysanne méditerranéenne. Certains pays, comme la Tunisie et le Maroc, ont été sauvés de justesse de la collectivisation socialiste. Mais la bureaucratie des Partis-Etats centralisateurs et les pressions de la démographie ont partout généré des stratifications sociales perverses: une classe riche parasitaire, solidaire de l'Etat patrimonial, incapable d'animer une culture de développement intégré entraînant tous les secteurs de la société globale; de larges couches vouées, selon plusieurs variables, au travail précaire, aux pratiques

d'une économie souterraine, au chômage, aux formes populistes de l'expression religieuse et politique, aux conduites de violence ou à l'émigration clandestine. Entre ces deux formations sociales, on discerne aussi une classe intermédiaire tiraillée entre le désir d'accéder aux privilèges d'en haut, et les menaces de dégradation vers le bas. A tous les niveaux de l'existence sociale, la publicité marchande véhiculée par les médias suscite l'engouement des riches pour toutes les formes, tous les styles, tous les gadgets de modernisation matérielle; elle exacerbe les frustrations des exclus aussi bien des protections de la famille traditionnelle que des droits conférés par toute citoyenneté moderne.

Dans ces conditions sociologiques, politiques et culturelles, l'accès à la modernité intellectuelle devient aléatoire, fragmentaire, voire impossible pour les catégories sociales les plus défavorisées. Je pense notamment à la condition féminine dans tous les contextes méditerranéens. Même les femmes les plus engagées dans les luttes de libération n'appliquent pas toujours à leurs filles les mêmes contenus éducatifs qu'elles réservent aux garçons. Autrement dit, elles ne sont pas elles-mêmes libérées des codes de la culture féminine qu'elles ont intériorisés dans une société demeurée patriarcale. Camille Lacoste a bien décrit ce partage de la mémoire culturelle féminine et masculine dans un livre au titre parlant : *La mère contre les filles*. Il faut souligner que la même enquête ethnosociologique sur les degrés de pénétration et les modes de présence de la modernité intellectuelle dans toutes les sociétés « occidentales » contemporaines, révélerait des survivances, des ignorances, des confusions semblables, surtout dans les régions liées à ce que le langage courant désigne toujours sous les noms de mentalité, culture ou traditions méditerranéennes. Je reviendrai dans la deuxième partie de cette longue réflexion sur les décalages historiques et l'élargissement des fossés intellectuels, culturels, éducatifs et institutionnels entre les deux sphères euro-occidentale et arabo-turco-iranienne de l'espace méditerranéen.

Cette première partie du débat ouvre un certain nombre de pistes de travail. La première concerne l'histoire, pour un travail en com-

mun sur l'histoire partagée, revisitée et incluant tout ce qui touche aux religions. La deuxième concerne l'enseignement dans lequel il y aurait une perception de l'autre qui se modifierait. La troisième concerne le dialogue et les valeurs. Un partenariat entre pays du Nord et du Sud, où émergeraient quelques valeurs communes sur lesquelles on pourrait bâtir quelque chose. Enfin, il est important de réfléchir au repositionnement du fait religieux dans nos sociétés, ces éléments paraissent-ils des voies possibles pour un travail constructif ?

Olivier Roy a soulevé la question de l'identité européenne et a dit, à juste titre, que l'Europe est entre la référence à la chrétienté et la référence au sécularisme. Dans la vision dynamique que l'on peut avoir de l'histoire des peuples de la Méditerranée, des cultures dans l'espace méditerranéen, ce binôme va être dépassé et nous devons penser dans la perspective de ce dépassement, mettre déjà en chantier des travaux qui nous permettent de faire réfléchir tous nos concitoyens sur la façon d'aller au-delà de cette polarisation qui a été vécue par les sociétés européennes comme une polarisation politique, idéologique, oubliant l'enjeu qui intéresse tous les hommes. C'est le problème de la personne, tel que la défendent justement les tenants de la personne au sens de la tradition monothéiste. Là, il y a un travail à faire : on ne peut pas aller vers les pays musulmans avec sur le dos le poids d'une polarisation non résolue. Maintenant, il y a à la fois « escamotage » du religieux et de la modernité elle-même. On ne fait pas jouer à la modernité son véritable rôle. Le problème des valeurs est inséparable du problème de la pensée : il faut repenser le concept de citoyen en même temps que le concept de personne. L'Europe doit cesser d'escamoter les grands problèmes qui nous ouvrent justement les grands espaces de la construction d'une autre histoire de tous les peuples, pas seulement les peuples méditerranéens. La Méditerranée a ce privilège d'avoir donné le départ à cet irremplaçable débat philosophique, avec lequel va d'une part, l'expérience démocratique qui s'est faite à Athènes, et d'autre part, le monothéisme, mais à considérer autrement que dans le carcan théologique construit au Moyen Âge.

2-1) LA PAROLE ABSENTE.

Ce sont les appels abusifs à la Parole révélée en contextes monothéistes et les rejets a priori de cette référence par le discours politique et didactique laïc, qui m'ont incité à réfléchir sur la notion de parole absente. Celle-ci réfère à deux discours demeurés absents face au défi considérable que demeurent les attentats du 11/ 9/01: celui politique et auto-critique de l'Europe-Occident; et celui à la fois politique et religieux qui incombait et incombe toujours au monde travaillé par le fait coranique et le fait islamique. La parole absente est précisément celle qui est la plus attendue par les peuples en quête de libération et la plus indispensable pour sortir de la violence systémique et de l'ensauvagement du monde. Elle n'est ni religieuse, ni moralisante, ni simplement réconciliante. C'est une parole de dépassement de toutes les forces, tous les régimes de vérité, toutes les institutions qui figent l'histoire dans des recommencements de cycles de violence et de moments éphémères de paix illusoire. Une parole neuve dans sa genèse, sa conceptualisation, ses argumentaires et ses finalités. Elle revisite des lieux, des moments, des débats anciens ; elle réécoute toutes les voix qui ont marqué les parcours historiques en désignant un avant et un après de son avènement dans l'histoire de très longue durée. Lorsque la parole attendue depuis la manifestation du 11/9 /01 se fera entendre quelque part dans notre petite planète, le test de sa validité historique sera d'imposer un avant et un après du 11/9. Cela veut dire qu'après six ans d'attente, cette parole attendue demeure irrémédiablement absente pour tous ceux qui la portent silencieusement en eux, dans un discours intérieur en quête d'une voix audible et d'un acteur visible.

Je me souviens du discours du Général de Gaulle le 13/5/1958 pour stopper la rébellion d'un « quarteron de généraux » en Algérie. Discours attendu avec angoisse par les peuples français et algérien en guerre. Les émotions étaient à leur comble et les mots adéquats ont été prononcés. A une plus grande échelle, il convient d'évoquer aussi la charge existentielle et la puissance révélatrice des discours et des événements symboliques de la Révolution française de 1789 à 1799.

Plus significativement encore, l'idée de parole absente atteint la plénitude de l'exemplarité dans le discours prophétique repris pendant des siècles en des temps et dans des cultures orales où les récits mythiques offraient aux mémoires collectives des ouvertures émancipatrices et des repères durables de l'autorité, du sens de la vie, de la solidarité humaine, de la dignité de la personne, de la culpabilité, de la souffrance et de l'amour rédempteurs. Je reviendrai plus longuement sur cette dimension de la parole qui, à travers les trois traditions monothéistes, a marqué jusqu'à nos jours toutes les langues, toutes les mémoires collectives, tous les us et coutumes dans l'espace méditerranéen.

En attendant de préciser les statuts du discours prophétique et de la parole, je dois mettre en garde contre un contre-sens courant sur le vocabulaire que je viens d'utiliser. Ce vocabulaire lourd de contenus théologiques renvoie plus aux intuitions inauguratrices du discours prophétique qu'aux professions de foi orthodoxes et réductrices dont se contentent les croyants d'hier et d'aujourd'hui. Je ne cherche pas pour autant à réactiver les formes, les visions et surtout les usages faits du discours prophétique depuis le Moyen Âge. On distinguera soigneusement le Moment prophétique et le Moment théologique de la parole et du discours. Et pour ces deux Moments, il faudra aussi bien distinguer les contextes de l'oralité et ceux de l'écriture tant pour la production que pour la réception de la parole et du discours. Il faut retenir d'ores et déjà que *La Production des grands hommes*¹², des saints, des prophètes, des héros, est toujours liée aux attentes, aux capacités de réception des milieux sociaux changeants. Dans les sociétés de consommation, de spectacles, de l'audimat, de la course au profit, de succès pragmatiques, on sanctionne sans état d'âme le chef, le patron, le PDG, le ministre, le président, le professeur... pour incompétence ou attentes non satisfaites. La précarité s'insinue partout, y compris dans la parole donnée. Expertise, hyper rationalisation, rigidité positiviste, pragmatisme, empirisme, scientisme, cultures de l'incroyance, coexistent avec la religiosité, les pratiques astrologiques, la scientologie, les formations sectaires, les conduites communautaristes, les ri-

12 - Titre d'un ouvrage important de Maurice Godelier.

tuels collectifs... Comment concilier l'appel au multiculturalisme et l'enfermement dans les identitarismes, l'échange interculturel et le poids de la culture standard de *McWorld*, l'exigence de vérité et le désordre sémantique et conceptuel, la connaissance critique et la perte des repères et des critères, la quête des légitimités et les défaites récurrentes de la pensée critique, le besoin de sens et la domination des *effets de sens* ? Ce sont là quelques constats courants qui ne laissent guère de chances au succès de la parole réparatrice et révélatrice si elle venait à être articulée là où il faut, devant des sociétés en attente d'horizons de sens et de valeurs.

Dans cette première élaboration du concept de parole absente, il reste à examiner brièvement les rapports entre parole, autorité et pouvoir. L'autorité n'est liée ni à ce qu'on appelle en français les autorités constituées - émanations du pouvoir étatique - ni à l'autoritarisme de celui qui occupe une position de pouvoir, ni même à ce que les théologiens médiévaux appelaient l'*auctoritas* par opposition à la *potestas* (*hukm* et *sulta* en arabe). L'*auctoritas* (*hukm*) médiévale réfère à l'instance spirituelle de la Parole de Dieu révélée aux hommes pour conférer à leurs usages de la parole la possibilité de générer chez les auditeurs, ou les lecteurs une dette de sens à l'égard de Dieu, d'abord en tant qu'auteur de la Parole de vie, des interprètes médiateurs ensuite lorsqu'ils ont réussi à neutraliser leurs penchants et passions personnels dans les parcours interprétatifs. La théorie moderne du texte et du conflit des herméneutiques nous a délivrés de la double illusion - encore très puissante chez les « croyants » - d'une Parole littéralement révélée et d'une interprétation innocente, neutre, « objective » de cette Parole.

La parole renvoie à l'instance de l'autorité quand les conditions suivantes sont remplies :

- 1- En l'énonçant devant autrui, l'énonciateur doit se sentir transfiguré par le privilège de porter à la connaissance d'auditeurs en attente une parole qui le dépasse et explicite des intuitions, des émotions, des perceptions du vécu susceptibles d'être largement et librement partagées.

- 2- Ce dépassement est lui-même fonction de la dette de sens qu'instaure la parole chez les auditeurs à l'égard de l'énonciateur.
- 3- Il y a dette de sens, donc élan d'adhésion commun à l'énonciateur et aux auditeurs, quand la parole vient remplir un vide vécu comme une mutilation collective insupportable ; la plus value de sens ainsi mise en circulation fonctionne comme un don inespéré et émancipateur ; à l'usage, le don de sens devient un moment et un contenu positifs qui s'inscrivent dans la mémoire collective pour servir de traits identificatoires de la parole émanant de l'instance de l'autorité et porteuse de la valeur du bien commun. Selon les contextes de la réception (oralité, écriture, connaissance mythique, mythohistorique, mythoidéologique, historique critique...), la valeur du bien commun aura un pouvoir de validation, soit par la sacralisation légitimante, soit par la légitimation au sens du droit positif laïc, soit au sens de l'homologation intellectuelle, scientifique et philosophique. Cette distinction signifie que le droit dit positif pose des problèmes que l'anthropologie juridique et la philosophie du droit n'approuvent pas nécessairement.
- 4- Cela ne suffit pas pour que soit contractée la dette de sens émancipatrice pour l'esprit humain du fait de l'addition d'une plus value au bien commun. Les destinataires de la dette de sens doivent être en mesure de vérifier que la parole introduit un ordre des raisons, c'est-à-dire une intelligibilité plus opératoire d'un réel opaque, désordonné, déroutant, voire menaçant. C'est à cette autre condition que le sujet devient capable de discerner et d'assumer ses trois statuts d'individu autonome, de citoyen partenaire d'un Etat de droit, de personne appelée à des déploiements intellectuels, spirituels et éthiques. Avec l'événement-symptôme du 11/9, nous savons de la manière la plus tragique qu'il y a de fausses dettes de sens véhiculées de façon efficace par un discours de mort, de destruction, de négation radicale de l'homme par l'homme ;

car les stratégies de persuasion du discours diffèrent de la rhétorique de la parole spontanée et inspirée. C'est pour cela que tous les commentaires ou exégèses de la Parole de Dieu devenue texte doivent être rangés du côté du discours oral ou de l'écriture plus ou moins liée à la discursivité logocentriste¹³. Le commentateur exégète manipule, torture le texte muet, décontextualise et recontextualise sans cesse, pour atteindre des objectifs subjectifs ou techniques comme la construction de la norme théologique ou juridique.

Dans cette perspective des usages pervers de la dette de sens, le concept de parole absente revêt une autre portée plus profonde et plus déterminante pour tout ce qui est donné à comprendre, à assimiler, à vivre dans tous les discours médiateurs de la Parole de Dieu ou des enseignements du Prophète et de l'Imâm. La médiation est inévitable, car je suis moi-même médiateur quand je lis ou cite un verset ou un *hadîth*; conscient de cette contrainte, je dois contrôler avec rigueur la distance que je creuse entre la Parole entendue dans un passé mythifié par des auditeurs irréversiblement disparus et la transposition que j'en fais quand je suis historien, linguiste, anthropologue, imâm de mosquée, président de la République, chef d'Al Qaeda ou soldat candidat au martyr. Ma mère, mon grand père, mon ami, mon épicier, mon médecin, mon chauffeur... peuvent aussi être des médiateurs. Il y a ainsi des chaînes infinies d'une tension créatrice ou au contraire perverse entre le statut de la parole absente et l'omniprésence des discours médiateurs. Dans tout le domaine où l'islam est devenu le refuge, le repaire ou le tremplin de catégories socioculturelles différentes, l'ensauvagement de l'exégèse et de la citation des textes uniformément qualifiés de sacrés, connaît une expansion dévastatrice sans précédent durant les années 1950-2007.

Années d'accélération de l'histoire et de progrès technologiques, scientifiques, médicaux qui renforcent la confiance dans l'esprit humain; mais aussi de radicalisation des volontés de puissance et de

13 - Pour une analyse des mécanismes de la discursivité logocentriste, voir "Logocentrism and Religions Truth in Islamic Thought", in M. Arkoun, *Islam. To Reform or to Subvert?* London 2006

contrôle géopolitique du monde par l'Occident; de guerres civiles, de nationalismes éradicateurs et intolérants, d'arrogance souverainiste, de dépossession et de déracinement des paysanneries, d'ignorances institutionnalisées, de piétinement des procédures et des valeurs démocratiques, de régression intellectuelle, culturelle, morale et politique dans le reste du monde. C'est à celui-ci qu'appartiennent la plupart des sociétés et des peuples qui pour des raisons connues, ont été privés des libertés et des institutions nécessaires pour réduire les décalages historiques creusés sans discontinuité depuis les 13^e-14^e siècles. Années de désintégration et de travestissement, même en Occident, de toutes les instances de l'autorité sous les habits trompeurs de ce qu'on continue de nommer dans le langage courant la religion, *lajoz*; la spiritualité, le sacré, la *sailfeté*, la justice, l'amour du prochain, les vertus morales, la Loi religieuse, la tradition islamique, juive, chrétienne authentique, les grandes autorités gardiennes des orthodoxies et des valeurs éternelles.

Le sens commun ignore partout les révisions en cours de tout ce vocabulaire qui nourrit les imaginaires sociaux, politiques et religieux. Dans le cas de l'islam, la recherche historique des 20 dernières années a clairement démenti toutes les promesses fausses du fameux réformisme salafi (*islâh*) inauguré par Muhammad 'Abdu à la fin du 19^e siècle. Dès les années 1930, les timides audaces rationalisantes et même laïcisantes de 'Abdu sont effacées par de soi-disant disciples comme Rashid Ridha, plus attachés à la scolastique dogmatique qu'à la réception des premiers signes d'adhésion à l'historicisme positif à la critique philologique, sans parler des autres révolutions scientifiques. Il est vrai que Hassan al Bannâ venait de lancer en 1928 le mouvement des Frères musulmans qui instrumentalise l'ethos religieux islamique au service de la conquête du pouvoir. A partir des années 1980, la révolution dite islamique de Khomeiny, accueillie avec enthousiasme par certains intellectuels dits laïcisants, a achevé le travail de perversion de l'instance religieuse et de mise à l'écart de toute approche critique de cette instance. Le contrôle de celle-ci fait l'objet d'une surenchère mimétique entre les régimes en place et les oppositions nationales; les

deux forces ont rendu impensable l'idée même de parole absente telle que je suis en train de la conceptualiser.

En écrivant ces paragraphes, j'ai le sentiment de m'éloigner du réel incontournable : celui déjà évoqué de la *Machtpolitik*, de la *Realpolitik* et de la culture de l'incroyance. La guerre d'Irak s'enlise ; les Palestiniens se massacrent entre eux pour un territoire et un pouvoir qu'ils n'ont toujours pas récupérés après tant de vies interrompues, de destructions matérielles et de gaspillages de ressources pourtant si limitées. En 2001, l'idée d'articuler et d'actualiser la parole absente pour inaugurer une culture de paix et une politique de libération des peuples, avait plus de points d'appui réels ou plausibles qu'aujourd'hui. Du côté musulman, le Maroc, la Tunisie et la Turquie donnent des signes inégaux, mais encourageants d'une volonté politique active pour sortir des impasses historiques, intellectuelles et culturelles qui étaient prévisibles, lisibles dès les premiers pas de plusieurs Etats postcoloniaux. Mais il y a tant de dégâts à réparer, de retards à combler, de violence structurelle à dépasser. Pour poursuivre malgré tout les analyses proposées ici et dans bien d'autres écrits, je continue à scruter les horizons d'éclaircies, les moindres clairières dans telle société, tel régime en place, telles voix de penseurs, d'artistes, de révoltés au sens d'Abû Hayyân al-Tawbîdi (m 1014) et de Camus qui conjuguent la rigueur et le courage intellectuels, la persévérance, la confiance dans l'Homme, la compétence et la lucidité pour faire vivre la parole absente.

Je ne perds pas de vue cependant que l'écriture est plus aisée et mieux reçue quand elle intègre les rapports de force tels qu'ils opèrent dans le monde à ce stade de l'histoire globale. La seule force réelle du monde « musulman » est son poids démographique ; mais il n'a acquis ni les moyens scientifiques et technologiques d'une exploitation optimale et d'une gestion indépendante de ses ressources naturelles, ni encore moins les armes intellectuelles qui lui permettraient d'articuler la vérité sur soi comme Communauté mobilisable au nom de la même « foi », ou comme ensemble disparate de peuples, de langues, de cultures, de mémoires collectives gérés par des États patrimoniaux, étrangers à tout projet démocratique. En face, l'Occident des Alliés

contre l'ennemi commun largement généré par une stratégie géopolitique, apparaît comme la seule Puissance habilitée à juger, punir, assigner des statuts et des rôles sans qu'aucune instance de la parole ne puisse avoir prise sur ses Commandements substitués à ceux du Décalogue et des constitutions. Comment, dans ces conditions, défendre envers et contre tant d'impossibilités additionnées, la nécessité et la possibilité d'une parole qui subvertirait un ordre des choses sans cesse refondé sur la violence ?

Il me reste à tenter de remonter avec René Girard à ces «*choses cachées depuis la fin du monde*». Non pas pour le suivre dans toute sa trajectoire, mais pour réexaminer à partir du fait islamique – tenu à l'écart comme toujours – la question de ce que j'appelle le triangle anthropologique : violence, sacré, vérité. Comme je connais les résistances de la pensée islamique actuelle à toute thématization anthropologique de ce qu'elle continue de nommer la Parole de Dieu, je donnerai d'abord des précisions supplémentaires sur la parole absente en islam et en Occident, au sujet de la Parole révélée et de l'Événement révélateur.

2-2) PAROLE RÉVÉLÉE ET ÉVÉNEMENT RÉVÉLANT

On aura déjà compris à travers ce qui précède que la parole absente est une donnée quotidienne bien plus cruelle en contextes islamiques qu'en contextes occidentaux. L'absence est fortement présente dans l'implicite vécu de chaque citoyen, individu, personne, sujet conscient ; mais très peu parmi eux parviennent à la faire passer à l'explicite connu comme j'essaye de le faire ici. C'est là que les couples de concepts pensable / impensable, pensé / impensé prennent toute leur pertinence psycho-socio-linguistique en deçà de leur portée philosophique. Ces deux couples nourrissent mon écriture et mes enseignements depuis la rédaction dans les années 1960, de ma thèse de doctorat sur *L'Humanisme arabe au 4^e / 10^e siècle* (3^e éd., 2005). Le fait que ces concepts ne sont repris, discutés, confirmés ou infirmés dans aucune publication ni en Occident, ni en contextes islamiques, ne si-

gnale pas seulement l'isolement d'un itinéraire intellectuel et scientifique ; plus significativement, je pourrai montrer que cette carence est voulue, voire planifiée par beaucoup, mais subie par le plus grand nombre. Il faut penser aussi à la pièce de Pirandello sur *Six personnages en quête d'auteur*.

Il y a des millions de sujets humains et d'acteurs sociaux qui cherchent en vain l'auteur, l'analyste, le penseur qui exprimeraient adéquatement leurs attentes, leurs implicites vécus, leur volonté de connaître, leurs désirs d'émancipation. Il se trouve aussi qu'il y a des auteurs qui sont séparés par plusieurs interdits, impossibilités de leurs publics potentiels.

Faire passer de l'implicite vécu à l'explicite connu la relation concrète entre Parole révélée, parole absente et événement révélant est une tâche prioritaire depuis que les idéologies de combat dominent la scène politique, sociale et intellectuelle, non seulement en contextes musulmans, mais dans toutes les sociétés travaillées par l'idée et le concept de Parole de Dieu révélée. Là où la culture de l'incroyance a disqualifié toute référence aux idées de révélation, de Dieu qui se révèle, de Parole de Dieu, la thématique que j'essaye de reconstituer a perdu sa prééminence et son acuité ; elle subsiste, soit comme objet de recherche et d'enseignement contrôlés par le Magistère doctrinal des églises, soit à l'état de résidu bricolé par les télévangélistes, les télécoranistes et les sermonnaires professionnels. Dans le judaïsme et l'islam, le croire a plusieurs fonctions que je ne peux analyser ici. Retenons seulement que la place du croire est si envahissante qu'il devient très difficile de faire accepter le passage de l'implicite vécu à l'explicite connu au sujet précisément de ce que Pierre Gisel a décrit dans son livre sur *L'Excès du croire*¹⁴. Cela apparaîtra ci-dessous dans le long paragraphe consacré au judaïsme.

Il y a événement lorsqu'il y a rupture inattendue et manifeste avec l'ordre antérieur des choses, des croyances, des représentations, des

¹⁴ - Voir aussi mon étude *Belief and the construction of the Subject in Islamic contexts*, in *Islam: To Reform or to Subvert?*, op.cit.

connaissances. L'événement devient un avènement quand il est pris en charge, nourri, explicité, inculqué dans une parole jusque-là non articulée. Quand cette parole crée une dette de sens chez un nombre suffisamment large et influent d'auditeurs, l'avènement tend à s'imposer de façon irréversible. Ces définitions et ces processus sont confirmés par les récits bibliques, évangéliques et coraniques. Les seuils de passage de l'événement à l'avènement doivent être scrutés non par une sociologie de l'échec et de la réussite avant l'intervention du théologien. Historiquement, c'est l'inverse qui s'est produit ; s'il doit y avoir une reconstruction théologique de la foi, il faudra qu'elle respecte les acquis incontournables de la connaissance historique, de la sociologie et de l'anthropologie comparées de ce qu'on continue d'appeler les religions.

Pour apporter plus de clarté dans ces apories multiples accumulées pendant des siècles, nous allons maintenant reprendre la route déjà parcourue à sa manière par R. Girard, en partant de ces « *choses cachées depuis la fondation du monde* ».

2-3) « DES CHOSES CACHÉES DEPUIS LA FONDATION DU MONDE »

2-3-1) Par où commencer ?

Le Coran nous renvoie avec la puissance de la rhétorique propre à ce que j'appelle le discours prophétique, aux choses cachées depuis la *création* du monde par le Dieu d'Abraham, d'Isaac, de Jacob et d'Ismaël, mais aussi au pouvoir anticipateur de ce que les philosophes médiévaux – notamment Avicenne - ont appelé l'imagination prophétique (*al-musawwira*, la faculté créatrice d'Images vivantes de l'existence). C'est bien le travail de cette imagination créatrice, amplifiée au second degré dans l'œuvre d'Ibn 'Arabî et la lignée *ishrâqî*, de ce qu'on a appelé improprement la philosophie illuminative, qui s'affirme dans l'énonciation initiale du discours coranique qui deviendra un corpus de textes officiellement clos. Il y a cependant dans ce corpus un dis-

cours législatif qui relève plus du discours dénotatif et normatif que du discours de structure mythique (*qasas* et non *ustûra*) dont les outils linguistiques et sémiotiques sont différents¹⁵.

J'ai parlé de *création*, plutôt que de *fondation* du monde pour différencier dès le départ le statut religieux de *l'être-au-monde* créé du statut philosophique, laïc et scientifique de *l'être-au-monde* livré à ses propres ressources pour gérer son insertion dans un monde de plus en plus désenchanté - vidé des dieux, des esprits, des forces magiques, des phénomènes surnaturels - et produire son histoire. Ces deux statuts ont été différenciés avec des théologies et des métaphysiques en perpétuelle tension, depuis que le Verbe de Dieu vivant, créateur a dû puiser des outils conceptuels dans le vaste corpus concurrent représenté par le *logos* et le *muthos* grec renforcés par la « rationalité » positive du droit romain. La Loi selon la Thora, le droit canon catholique et la *Shari'a* islamique continuent de régir la croyance de larges couches sociales, dans le cadre cognitif et théologique propre à *l'être-au-monde* créé par le Dieu révélé; voilà pourquoi on assiste, notamment avec l'ouverture inhabituelle des médias aux expressions des croyances les plus diverses depuis le 11/9, à des confusions inextricables entre les discours eux-mêmes très disparates, de la croyance précritique et ceux de la croyance interrogée par la critique moderne. On peut ainsi vérifier l'accélération des recompositions du croire dans tous les milieux socioculturels qui utilisent indistinctement la religion et le corpus des connaissances dites uniformément « modernes » comme un même *menu à la carte*. Les sociologues prennent des photographies plus ou moins pertinentes de ce phénomène massif; mais ils ne se préoccupent guère eux non plus, d'élargir leurs enquêtes à la généalogie culturelle et politique et aux conséquences alarmantes de la diffraction généralisée des valeurs, des mémoires collectives, des styles de pensée, des convictions.

Dans les milieux musulmans, la réduction de la religion à un menu à la carte offert à tous atteint des proportions inquiétantes pour

15 - Sur toute la terminologie à propos du Coran, voir mon *Unthought*, chapitre 2.

la survie d'un islam comme rapport *vécu* à l'absolu. Les deux réponses les plus courantes à l'événement du 11/9 sont soit la condamnation totale de l'attaque pour mieux affirmer la transcendance inviolable de l'islam « authentique », soit la surenchère sur l'obligation canonique du *Jihâd*, guerre juste, contre l'infidèle oppresseur et ennemi de Dieu. La première attitude est elle-même soit tactique pour apaiser les esprits et sauvegarder une dignité, un respect de soi, un droit à la parole devant les rejets radicaux, les réactions indignées des occidentaux, soit naïve dans le sens de l'impossibilité psychologique et culturelle de réaliser les conséquences pour la croyance religieuse, de l'usage sélectif, opportuniste, manipulateur des versets coraniques et des traditions du prophète. La seconde attitude est à vrai dire si ancienne, si ancrée dans la pratique quotidienne, si commune aux *ulémas* et aux « intellectuels » qu'elle est devenue une partie constitutive de la croyance¹⁶. Cependant, dans le cas qui nous occupe, il y a un déploiement simultané, concurrent et contradictoire de l'appel au *Jihâd* avec les versets appropriés et du rejet de ce type de *Jihâd* qui entraîne la mort instantanée de milliers d'innocents. Il y a là une aporie théologique qui, à ma connaissance, n'est signalée comme telle par aucun des intervenants dont j'ai pu lire les plaidoyers dans un sens ou dans l'autre. Certains intellectuels et écrivains bien connus s'abritent derrière une exégèse « historique » en reléguant les versets gênants dans une période historique révolue; ou en les interprétant dans un sens tellement restrictif qu'ils « démontrent » l'impossibilité pratique de les appliquer aujourd'hui. C'est le cas pour les versets sur la polygamie, l'héritage, le statut des femmes, la place du *Jihâd* dans la sourate 9. De jeunes imams en Europe, confortés par l'attitude d'intellectuels et d'écrivains de renom comme Tahar Ben Jelloun, utilisent l'argument moderniste de l'historicité des versets les plus gênants théologiquement pour mieux faire ressortir la dimension éthique et spirituelle du message divin, donc éternel, transcendant du Coran. Cette « exégèse » éclectique, trop visiblement opportuniste, voire bricoleuse,

16 - Il y a tant d'exemples à citer parmi les intellectuels qui prennent la parole dans les colloques scientifiques, sans parler des rencontres pour le dialogue interreligieux, que je préfère ne pas prendre le risque d'une injustice en référant seulement à un, deux ou trois noms.

est sûrement fonctionnelle au sens où elle réactive la confiance psychologique des croyants ébranlée par les liens établis par des musulmans entre l'action terroriste et les enseignements divins. Mais qu'en est-il de la cohérence intellectuelle entre les stratégies proprement cognitives enseignées par les sciences de l'homme et de la société et les préoccupations socio-psycho-politiques des discours exhortatifs et apologétiques. C'est ici qu'on ressent le vide grandissant d'une théologie pratique non plus comme une « apologie défensive », selon une formule juste du regretté Louis Gardet, mais comme critique radicale et constructive à la fois de la pensée religieuse à la lumière des défis nouveaux de l'histoire mondiale depuis 1945.

Cette définition de la théologie ne concerne pas seulement la situation intellectuelle et spirituelle de la pensée islamique plus sujette que d'autres aux dérives idéologiques des luttes dites de libération depuis 1945; elle veut attirer l'attention sur une lutte plus ancienne et intellectuellement plus pertinente, entre philosophie et théologie, souvent ramenée aux tensions entre « raison » et « foi ». Cette lutte de grande portée éducative dans les débats de haute tenue entre Averroès et Ghazâlî entre autres, s'est terminée au XIII^e siècle par la victoire des orthodoxies scolastiques en islam, le divorce grandissant, avec un avantage politique de plus en plus affirmé pour la raison philosophique, en Europe, à partir de la Réforme et de la Renaissance. Je précise une fois de plus que je ne vise pas une réactivation de la théologie comme gardienne des orthodoxies; cette fonction qui a entretenu la polémique et l'ignorance réciproque entre théologie et philosophie, doit céder la place aux grands bilans historiques et anthropologiques critiques des fausses consciences générées, instrumentalisées politiquement dans toutes les traditions de pensée religieuses et philosophiques. S'ils sont conduits avec toute la rigueur scientifique et l'ascèse intellectuelle indispensables, de tels bilans feront déboucher sur des espaces d'intelligibilité où les disputes séculaires sur vérité religieuse et vérité philosophico-scientifique apparaîtront enfin comme des moments de tâtonnements et d'aliénation de l'esprit humain. Je ne dirai pas que celui-ci sera enfin délivré de toutes les forces d'aliénation qui sont en

train d'opérer avec une efficacité plus menaçante que jamais depuis que l'oppression politique et économique de peuples démographiquement prolifiques se déploie à l'échelle mondiale au nom de « valeurs » autoproclamées par des volontés de puissance indifférentes aux violences radicales en expansion dans toutes les sociétés.

Je ne revendique pas non plus l'idée d'un magistère plus habilité intellectuellement, spirituellement, éthiquement que tous ceux dont nous constatons partout l'épuisement, la survie factice sous des formes insultantes à la condition humaine, comme les alliances politiques soudaines entre la Russie de Poutine, le Pakistan de Musharraf, le Royaume Uni de Tony Blair, les États-Unis de G. W. Bush, une Union Européenne sans voix identifiable pour éradiquer un terrorisme dont personne ne retrace la genèse politique systématique depuis 1945. Les tragédies successives du XX^e siècle dont on ne peut encore entrevoir la fin politique et épistémique, ont rendu impensable toute idée de magistère. Seul Jean-Paul II entretient par son exceptionnelle vigueur spirituelle et physique un témoignage précieux en faveur de ce que la théologie chrétienne appelle les vertus théologales : la grâce, l'espérance, l'amour. Dans un monde voué au triomphe des volontés de puissance dont les violences se voilent derrière les actions humanitaires, on peut comprendre certaines rigidités doctrinales du pape comme des instances de résistance spirituelle à l'expansion des violences structurelles et militaires dans le monde. J'insiste sur ce rôle singulier de dernier bastion de la résistance spirituelle que représente ce corps souffrant, écrasé de fatigue, mais toujours debout, omniprésent de Jean-Paul II, pour crier une vraie douleur d'entendre trop souvent dans le vaste monde de l'islam des voix dérisoires, trahissant plus d'ignorances que d'autorité respectable, plus d'arrogance dogmatique que de compassion, d'indignation morale pour tant de victimes innocentes du terrorisme, pour tant de consciences déchirées, pour tant de talents anéantis, pour tant de grands esprits étouffés, pour tant de promesses avortées, tant de femmes et d'enfants exploités, niés comme personnes au nom d'une religion totalement défigurée, systématiquement violée, intellectuellement pervertie, spirituellement dé-

laissée ou livrée aux dérives d'un combat politique sans horizon précis d'espérance et d'action. Il est vrai que même la voix libre et forte de Jean-Paul II ne touche vraiment que les minorités de croyants qui ne savent pas toujours comment insérer leur propre témoignage dans un monde où la crise du politique atteint des niveaux inquiétants à un moment où tous les peuples crient désespérément leur besoin de libération et d'action émancipatrice.

Que dire du judaïsme totalement engagé dans la lutte que le monde entier observe depuis la création de l'État d'Israël ? Avec l'exemple du judaïsme, on doit revenir à ces « *choses cachées depuis la fondation du monde* ». Mais comment s'y prendre quand on sait à quel point les juifs, comme les musulmans, sont prompts à dénoncer les errements, l'incompréhension radicale, sinon l'hostilité et, suprême condamnation, l'antisémitisme congénital de ceux qui s'aventurent à exprimer leurs opinions à propos de tant de problèmes accumulés et demeurés impensés ? Je me suis toujours battu pour conquérir un espace de communication profonde, exigeante, continue, voire institutionnalisée entre la pensée juive et la pensée arabo-islamique. Mes maîtres à la Sorbonne aujourd'hui décédés – Claude Cahen, Georges Vajda, Robert Brunschvick- ont longtemps porté témoignage de ces efforts ; je peux aussi citer un grand nombre de collègues vivants en Europe et en Amérique ; j'en appelle à mes nombreux condisciples au Lycée Larmoricière d'Oran, notamment mon quasi homonyme André Akoun devenu lui aussi professeur à la Sorbonne et Gérard Israël. Je renvoie à mes participations en 1977 et 1978 aux 17^e et 18^e colloques d'intellectuels juifs à Paris sous la direction de Jean Halpérin...

Mes trois maîtres cités ont été des modèles de rigueur scientifique et d'ascèse intellectuelle dans la lecture historique du monde et de la culture arabo-islamique au temps de ses échanges pluralistes avec les traditions de pensée juive et chrétienne notamment. Les travaux de G. Vajda plus concentrés sur les problèmes de l'histoire de la pensée arabo-judéo-islamique resteront un modèle d'exactitude et d'objectivité pour les chercheurs qui, la paix enfin garantie, exploreront avec de nouveaux outils de pensée, ce que j'appellerai, sans risque d'être

démenti intellectuellement et scientifiquement, le socle anthropologique et culturel commun des trois traditions vivantes qui ont nourri les mémoires collectives, réactivé périodiquement les imaginaires socio-religieux des trois communautés juive, chrétienne et musulmane. L'histoire des divisions internes de chacune de ces trois communautés globalement désignées par les appellations génériques juive, chrétienne et musulmane, renvoie à une approche du fait religieux qui demeure encore étrangère, épistémologique, aux divers gardiens des « orthodoxies » forgées au cours d'une histoire marquée par ce que j'ai appelé le triangle anthropologique violence, sacré et vérité (voir mon *Unthought*). À partir de ma longue fréquentation de ce que j'appelle le socle commun, je peux même risquer une prévision : lorsque des historiens, des anthropologues, des linguistes, des théologiens, des philosophes de mieux en mieux préparés exploreront simultanément le socle, les « milieux sectaires » générés depuis ce que le Grand Récit de la Genèse jusqu'à l'implacable, l'inqualifiable violence de l'exclusion réciproque israélo-palestinienne, l'esprit humain mesurera plus encore qu'aujourd'hui, la tragique et indépassable dérision de sa condition engluée dans le « tout politique ».

Affrontons une fois de plus les impensables et les impensés que tous ceux qui prêchent les valeurs, les vertus, les vérités, les absolus, les voies claires du Salut, le Bien suprême de la communauté et / ou de la nation... ont laissé s'accumuler au cours des siècles. J'ai longtemps hésité avant de décider d'ouvrir une longue marche avec un texte qui sera jugé dérisoire par rapport aux objectifs visés ici. Quoi de plus contingent, de plus discutabile, de plus aventureux qu'une opinion publiée dans un quotidien pour réfuter une autre opinion ? Réflexion faite, je prends le risque de l'errance.

2-3-2) L'usage « moderne » de la Mythohistoire.

Pour illustrer la notion de mythohistoire telle qu'elle fonctionne très largement aujourd'hui dans nos pensées et nos cultures dites « modernes », j'utiliserai un texte très explicite que vient de publier dans *Le Monde* du 21/12/2001, Limor Livnat, ministre israélienne de

l'éducation nationale dans le gouvernement d'A. Sharon. La réponse à une libre opinion précédente est intitulée *Ma part de vérité*.

Sous prétexte de « dire quelques vérités élémentaires » et sous couvert de leur respectabilité universitaire, Elias Sanbar et Pierre Vidal-Naquet se sont livrés dans les pages de ce prestigieux journal (*Le Monde* daté 16-17 décembre) à une attaque très politique du gouvernement dont j'ai l'honneur d'être membre. Voici, Messieurs, quelques « vérités élémentaires » que vous avez oubliées.

La conquête de la terre d'Israël par les Hébreux, qui s'étendit sur deux siècles (entre 1200 et 1000 avant J. C.) aboutit à l'établissement du Royaume d'Israël en 1005 av. J. C. La destruction du Premier Temple par les Babyloniens en 586 av. J. C. et celle du Second Temple par les Romains en l'an 70 de l'ère chrétienne, ne mirent pas fin à la présence juive en terre d'Israël. En l'an 164, les juifs constituèrent une force armée pour lutter aux côtés des Perses, libérer Jérusalem du joug byzantin. Ce n'est qu'après l'invasion arabe (636) que les juifs devinrent pour la première fois une minorité dans leur propre pays. Les Espagnols connurent un sort similaire en 711, et ce n'est qu'à l'issue de nombreux siècles de lutte que les deux peuples libèrent leur pays : huit siècles dans le cas des Espagnols, douze dans le cas des juifs.

Au cours de ces douze siècles, la présence juive en terre d'Israël ne s'effaça jamais, et la reconquête du pays devint l'aspiration suprême du peuple dispersé. Le « retour à Sion » fut et continue d'être le refrain qui scande la prière triquotidienne, les fêtes et les mariages juifs. Au Moyen Âge, la présence juive commença à se renforcer sous l'égide des grandes figures du peuple juif. Au XVII^e siècle, la population juive se renforça à la suite de l'immigration provoquée par le faux messie Shabtai Zvi et, dès 1868, les juifs constituaient la majorité de la population de Jérusalem. Ce n'est qu'avec l'affaiblissement, puis l'ef-

fondrement de l'Empire ottoman que la reconquête de la terre d'Israël devint possible. Les promesses non tenues des lumières, dissoutes dans le nationalisme et l'antisémitisme européens, convainquirent de nombreux juifs de la nécessité du retour à Sion –une nécessité tragiquement confirmée par la Shoah.

L'immigration juive en terre d'Israël, qui s'intensifia dès 1881, contribua à un essor économique sans précédent. Cet essor attira une immigration arabe massive en provenance des autres provinces de l'Empire ottoman. La terre d'Israël (baptisée « Palestine » par l'Empire romain et rebaptisée « Palestine » par ses descendants anglo-saxons) était quasiment désolée avant les grands mouvements migratoires de la fin du XIX^e siècle, comme en témoignèrent tous les archéologues et écrivains qui la visitèrent à l'époque. Thomas Shaw, Constantin Volney, Alexander Keith, J.S. Buckingham, Alphonse de la Martine, Mark Twain et Arthur Stanley s'accordent tous sur le fait que la « Palestine » était un désert parsemé de rares bourgades. La restauration de l'État d'Israël est l'expression du droit du peuple juif à disposer de lui-même. Pour les juifs, elle constitue l'aboutissement d'une lutte nationale. Nombre d'Occidentaux, en revanche, ignorent ou nient cette continuité et transforment le retour en invasion, la libération en colonialisme. Ils suivent la ligne de pensée de Toynbee qui, ayant décrété que le peuple juif était un « fossile », voyait dans la renaissance d'Israël une anomalie. L'incohérence de cette perception est pourtant évidente : si les juifs sont étrangers aussi bien dans leurs « pays d'accueil » que dans « la terre de leurs ancêtres », où sont-ils chez eux ? Et si leur mouvement de libération nationale est un colonialisme, où est leur métropole ? À Auschwitz ? Après tout, le peuple juif est le seul peuple du Moyen-Orient qui parle une langue et pratique une religion vieilles de plus de 3000 ans.

Comme le stipule la Charte de l'OLP, les Arabes palestiniens font partie intégrante de la nation arabe, laquelle nation

dispose de vingt-deux États. Avec la division de la Palestine mandataire en 1922, les Arabes palestiniens se virent octroyer un État sur 80% du territoire qui fut promis aux juifs en 1920 par la Société des nations. Le roi Hussein le répéta plus d'une fois: «La Jordanie est la Palestine». Décimés par la Shoah, les juifs durent se résigner à une deuxième amputation de leur pays en 1947 : bien que le plan de partage de l'ONU ne leur attribuât que 10 % de la Palestine mandataire, ils acceptèrent le compromis onusien. Les Arabes le rejetèrent et firent tout pour détruire le minuscule Etat juif. Sûres de leur victoire, les armées arabes sommèrent leurs frères palestiniens de quitter leurs maisons en attendant le retour imminent.

Après la victoire d'Israël, l'Égypte s'empara de Gaza et la Jordanie de la vallée occidentale du Jourdain (rebaptisée «Cis-Jordanie»). Cet état de fait dura jusqu'en 1967, mais pas un pays arabe ne parla de «territoires occupés» ou de reconnaissance d'Israël. C'est en 1964, trois ans avant la guerre de six jours, que Nasser créa l'O.L.P., non pas pour «libérer» la Cis-Jordanie (alors sous occupation jordanienne), mais pour raser l'État juif et le remplacer par une Palestine arabe sous égide égyptienne. La Syrie vit toujours dans l'O.L.P. un cheval de Troie égyptien, et c'est Assad qui déclara à Arafat : « Il n'y a pas de peuple palestinien, et la Palestine fait partie de la Syrie». De fait, Arafat, né au Caire, est égyptien.

La cause principale de la tragédie palestinienne fut le refus du monde arabo-musulman d'accepter que les juifs fussent souverains en dâr el-islam. Israël ne pouvait négocier le statut final de la Judée-Samarie avec une organisation vouée à sa destruction. En 1974, l'O.L.P. approuva le « plan par étapes » : accepter dans un premier temps l'établissement d'un deuxième État palestinien en Cis-Jordanie et à Gaza pour faciliter la destruction d'Israël. Comment pouvait-on demander à Israël de s'associer à la mise en œuvre de ce programme ?

En 1988, Arafat déclara dans les médias occidentaux qu'il reconnaissait Israël, mais il assura immédiatement aux médias arabes que cette « reconnaissance » n'était qu'une manœuvre tactique. En 1993, il signa les accords d'Oslo puis expliqua peu après, dans une mosquée de Johannesburg, que pour lui, Oslo n'était que la répétition du pacte signé entre le Prophète Mohammed et la tribu qurayshite en 629 : une trêve signée en position de faiblesse pour mieux vaincre l'ennemi, le temps venu. La politique d'Arafat (dont l'Autorité palestinienne devint souveraine en 1995 sur la totalité de la population arabe de Judée-Samarie) confirma, dès le premier jour, ses véritables intentions : constitution d'une force armée, incitation à la haine anti-juive et délégitimation d'Israël dans les médias et dans les écoles, coopération avec le Hamas et le Jihad islamique, et refus d'abroger la Charte de l'O.L.P. (appelant à la destruction d'Israël), le tout en violation grossière des accords d'Oslo.

Les accords d'Oslo, ne comportaient aucune clause exigeant le « gel des implantations » et avaient explicitement repoussé ce sujet aux négociations sur le statut final. Par ailleurs, les dites « implantations » n'occupent que 1,36 % du territoire de la Judée-Samarie. Et c'est précisément après qu'Ehoud Barak se fut engagé à les démanteler qu'Arafat déclara la guerre, déclenchée après que Barak eut accepté l'établissement d'un État palestinien sur 97 % de la Judée-Samarie et 100 % de la bande de Gaza. En huit ans de règne, Arafat a « réussi » à établir une dictature corrompue, à faire diminuer le niveau de vie des Palestiniens et à attiser la haine entre Juifs et Arabes. Il est personnellement derrière le meurtre quasi quotidien de juifs et continue de tenir son double discours : celui de la paix aux médias occidentaux, celui de la guerre à son peuple.

Le gouvernement d'union nationale d'Ariel Sharon est soutenu par une écrasante majorité d'israéliens dont la volonté d'arriver à la paix a été bafouée par Arafat. Ce gouvernement ne fait qu'appliquer le droit à l'autodéfense en éliminant les

bombes humaines avant qu'elles n'exploient dans nos autobus et nos rues piétonnes. Il est prêt à un compromis, mais pas au suicide démographique que veut lui imposer l'OLP. L'espoir ne reviendra que lorsque les Arabes palestiniens remplaceront le terroriste impénitent qui les mène à leur perte par des dirigeants plus raisonnables et moins lâches. »

Avant d'entamer l'analyse archéologique de ce texte, je citerai encore deux commentaires émanant de deux lecteurs représentatifs de l'éventail de réactions que peut légitimement susciter ce débat sur les parts de vérité.

Histoire et idéologie: «...C'est ainsi que l'on apprend avec stupeur que « les juifs constituèrent une force armée... pour libérer Jérusalem du joug byzantin », et ce en l'an 164, soit plus de 150 ans avant la fondation par Constantin de ce qui allait devenir Byzance au IV^e siècle... L'idée que l'Empire romain et « ses descendants anglo-saxons » (sic) soient à l'origine de l'appellation « Palestine » est tout aussi hardie; la Bible faisait déjà référence au pays des philistins (d'où sans doute le terme arabe *Filastin*, pour désigner la Palestine. Ce ne sont pas les Romains qui ont écrit les livres des prophètes !

Passons rapidement sur « le désert parsemé de rares bourgades » de Volnay et de Lamartine. Il est tout de même déroutant de penser que ces rares bourgades aient pu produire entre 1848 et aujourd'hui près de 5 millions de réfugiés et autres « Arabes israéliens » Edith Geahel, *Le Monde* 30-31/12/2001.

Dans *Le Monde* du 6-7/1/2001, Arthur Joffé ironise sur « l'érudition certaine, le ton docte et le brio universitaire » de Mme E. Geahel et oppose la primauté du souvenir à la politique en ces termes :

« Ce souvenir qui est celui de l'assassinat industrialisé de 6 millions d'êtres humains appartenant à la communauté juive d'Europe, ce souvenir dont vous accusez honteusement Israël de le « maîtriser parfaitement bien » est avant tout le souvenir d'une douleur insupportable, une douleur terrifiante qui a humilié, supplicié et anéan-

ti presque entièrement la culture juive. Il ne peut en aucun cas être considéré comme un outil de manipulation ».

Ce texte et les deux commentaires illustrent le jugement sévère de P. Valéry qui soutenait que « L'histoire est l'un des produits les plus dangereux de la chimie de la pensée ». Cela est vrai pour toute histoire sollicitée et écrite comme une mythohistoire au service d'une volonté de puissance et non du travail de soi sur soi de l'esprit en quête de vérité de son exercice même. C'est pour établir cette différence essentielle que j'ai choisi ce texte signé par une ministre de l'éducation nationale, membre du gouvernement actuel en Israël; et l'on sait la virulence du débat sur les manuels d'enseignement utilisés, non seulement en Palestine, mais dans l'ensemble des pays arabes. Le problème est si grave qu'il devrait faire l'objet d'une négociation internationale pour une révision de tous les manuels d'enseignement, non seulement de l'histoire, mais davantage encore des religions, de la théologie, de la philosophie et, de proche en proche, de toutes les sciences de l'homme et de la société. Il est urgent de mettre au travail à l'échelle d'une UNESCO libérée de la dictature des États, des commissions scientifiques chargées de définir un tronc commun pour la promotion et la sauvegarde de ce que j'appellerai une conscience civique mondiale. De telles commissions auraient pour première tâche de briser le cercle vicieux où les représentants des « identités » et des « spécificités » nationales ou communautaires font passer au second rang jusqu'à effacer totalement l'exigence absolue d'une hygiène intellectuelle et spirituelle de l'esprit. L'enjeu est bien plus décisif et émancipateur que ce qu'on nomme ordinairement la « compétence » et « l'objectivité ». On sait que dans tous les régimes politiques, y compris les démocraties les plus avancées, les Etats conservent le monopole du contrôle des systèmes éducatifs pour maintenir dans les programmes d'histoire, de littérature, d'enseignement ou d'élimination des religions, tout ce qui renforce et perpétue les « lieux de mémoire » organisateurs de la mémoire nationale ou communautaire, au détriment de l'éveil d'une conscience historique critique. C'est ainsi que tous les systèmes contribuent à des degrés d'agressivité et d'autoglorification, à la promotion d'une

mythohistoire nationale dont nous avons un excellent prototype sous la plume « autorisée » d'un ministre de l'éducation d'un pays qui pèse lourd dans le passé et le futur de l'espace méditerranéen.

La mythohistoire combine des éléments de l'historicisme positiviste et des procédés propres aux récits mythiques fondateurs du sens comme direction assignée à la marche historique du groupe et signification des actions qui jalonnent cette progression vers le salut pour la foi, la grandeur, la gloire et la puissance pour la nation politique. L'historicisme positiviste apaise l'exigence de réalisme chronologique (localisation exacte des faits dans le temps) et géographique (bali-sage de l'espace physique transfiguré en une topographie spirituelle commémorée par des pèlerinages et des célébrations qui cimentent la mémoire collective); les récits mythiques réactivent l'adhésion inconditionnelle de tous les membres de la communauté / nation à une mythohistoire qui fonde et légitime toutes les initiatives historiques qui viennent s'inscrire dans une trajectoire sacralisée et à pouvoir sacralisant grandissant. Ce ne sont pas seulement les historiographies médiévales qui illustrent ces mécanismes de production du « sens » par la transfiguration d'événements profanes à l'aide de procédés littéraires et sémiotiques désormais connus; les historiographies dites modernes opèrent de la même façon, en insistant davantage sur l'historicisme positiviste de façon à voiler la part de la mythologisation et de la conceptualisation idéologique¹⁷.

On sait que les analyses, les plus riches, les mieux conduites, les plus libératrices, n'ont d'effets marquants que sur des personnes isolées, des chercheurs, des intellectuels critiques qui se trouvent alors coupés de la mémoire collective vivante dans laquelle ils ont grandi et qu'ils voudraient libérer de ce que G. Bachelard stigmatisait sous le nom de « connaissances fausses ». Celles-ci continuent de structurer les imaginaires sociopolitiques et de nourrir les mémoires collectives puisque les systèmes éducatifs filtrent les idées et les postures de la pensée qui pourraient subvertir les constructions mythohistoriques

17 - L'une des analyses historiennes la plus riche des procédés et des fonctions de la mythohistoire a été tentée dans le vaste ouvrage édité par Pierre Nora . *Les Lieux de mémoire*, Gallimard 7 vol 1984-1992.

des identités. Les événements forts comme celui du 11 septembre libèrent par leur brutalité des initiatives critiques, des retours sur soi du sujet individuel et du sujet collectif; mais force est de constater qu'ils renforcent aussi les irruptions de la mythohistoire avec la mobilisation immédiate des mémoires maintenues vivantes non par les acquis émancipateurs de la connaissance critique, mais par l'irrépressible emballement de la violence sacrificielle, telle que l'a décrite René Girard, notamment pour les communautés « monothéistes ».

On mesure ainsi à quel point l'événement qui inscrit le social, le psychologique et le psychique dans la politique, est littéralement impensable dans la contemporanéité. S'il est vrai qu'il devient plus pensable a posteriori dans le continuum d'une histoire reconstituée, les événements les plus lointains maintenus vivaces dans une mémoire collective croyante, continuent de nourrir les mêmes dérives idéologiques, les mêmes débordements des imaginaires en lutte déjà lors de la première irruption de tout événement marquant. Ce qui est absent dans tous les cas de figures concernant le déchiffrement adéquat de tout événement-avènement, c'est la parole capable de maintenir chez l'énonciateur et les destinataires, comme on l'a dit, le sens irréductible et toujours nécessaire de ce que Paul Audi a appelé *La supériorité de l'Éthique*¹⁸. L'Éthique n'est liée ni au domaine du jugement, ni à tel système de valeurs, ni aux procédures de discernement rationnel; elle n'est pas non plus une somme de règles à respecter: tout cela concerne la morale présente dans les coutumes et le droit. L'Éthique est le sentiment du bien commun et du juste qui grandit dans le sujet humain à mesure qu'il reçoit le monde et intègre dans sa conscience critique - là où elle peut émerger et se déployer - l'histoire des hommes comme un destin commun. La grandeur et l'exception auxquelles chaque sujet humain est potentiellement appelé sont fonction de sa capacité à réinsérer dans le monde et l'histoire qui le construisent, ce sentiment du bien et du juste qu'il laisse grandir en lui.

Si cette définition de l'Éthique était enseignée, assimilée dans la culture commune du futur citoyen du monde, elle permettrait de re-

18 - *Supériorité de l'Éthique. De Schopenhauer à Wittgenstein*, Presses Universitaires de France, 1999.

construire nos mémoires collectives et de refonder notre rapport à l'histoire ancienne et présente sur des critères d'inclusion et de reconnaissance de « l'autre comme soi-même », selon la formule de P. Ricoeur, au lieu de rester prisonnier d'un régime « rationnel » de vérité qui construit l'autre comme l'ennemi à exclure, voire à éliminer physiquement, comme le fait le terrorisme « moderne ». Nos discours abondent en surenchères polémiques, en protestations indignées contre les génocides, le racisme, les tortures, les humiliations, les dominations qui nous assurent le statut de justicier innocent face aux autres, diabolisés. Ces mécanismes sont si répandus, si constants, si ancrés dans chaque acteur social qu'il serait vain et injuste de référer à tel exemple aveuglant d'évidence, à tel groupe, peuple, religion ou culture. La pertinence exceptionnelle de l'exemple israélo-palestinien tient moins à la durée du conflit, à sa radicalisation meurtrière et destructrice qu'aux enjeux de valeurs éthiques, aux fondements les plus sacralisants de l'Éthique et de la spiritualité judéo-islamo-chrétienne dont tous continuent de se réclamer rituellement, rhétoriquement, spéculativement, alors que la fonction sacralisante de toutes les traditions monothéistes, dites vivantes, sont irrémédiablement mises en crise.

On a vu un grand nombre de ministres anciens ou en exercice, d'intellectuels surmédiatisés, de personnalités religieuses respectées, de militants déclarés contre tous les totalitarismes oublier soudain leur engagement de philosophes, de citoyens critiques, de défenseurs efficaces des droits de l'Homme dès qu'il s'agit de construire le personnage immoral, hypocrite, velléitaire, démoniaque de Arafat. Ce n'est pas seulement le personnage qui est atteint par ce procédé courant en politique, ni même le peuple palestinien en lutte ; ce sont les enjeux ultimes de la cause israélo-palestinienne que j'essaye d'identifier pour en faire l'objet d'un engagement commun. Ces enjeux se lisent tous dans le trait d'union qui lie et liera à jamais pour l'histoire de la conscience humaine les deux mémoires éclatées en surface d'une unité qui chemine souterrainement depuis la séparation mythique d'Isaac et d'Ismaël. La difficulté est que nous ne savons déchiffrer ni la charge symbolique des mythes fondateurs, ni les forces actives réelles de notre histoire concrète consignée dans les annales des historiens.

On peut rassembler une riche anthologie de textes signés par des noms prestigieux, surtout après l'événement du 11/9, libérateur des passions, des haines, des volontés explicites, d'éradication des chefs et des Etats voyous. Dans ce combat sans merci et inégal à tous égards, on relève de temps en temps, des signatures juives qui parlent du drame des Palestiniens tout en soulignant la singularité radicale de la Shoah, tandis que des Palestiniens clament leur compassion pour les juifs soumis à une trop longue épreuve depuis la diaspora, tout en insistant sur leur incommensurable désespérance devant une volonté de conquête et de domination qui ne désarme jamais. Chaque protagoniste est enfermé dans la représentation de l'autre comme porteur d'un mal absolu intrinsèquement lié à la mentalité, à la culture, à la religion, à l'histoire qui n'ont jamais fait jusqu'ici l'objet d'une connaissance tant soit peu éclairée et diffusée par des travaux de chercheurs éminents qui se trouvent être précisément des juifs travaillant en Israël et dans les plus illustres universités d'Europe et d'Amérique. Ce paradoxe mérite d'être fortement souligné, comme je l'ai fait dans un grand nombre de comptes-rendus de travaux scientifiques portant sur le monde arabe et musulman¹⁹. À cet égard, les Palestiniens, les Arabes et les musulmans en général se trouvent encore dans une situation de grave dénuement scientifique, puisque les travaux les plus novateurs, les plus riches scientifiquement sont rédigés dans des langues européennes et publiés par des éditeurs qui les rendent pratiquement inaccessibles même aux enseignants, aux étudiants et aux chercheurs. Situation intolérable et cependant perpétuée par l'incurie des gouvernants et le poids écrasant de la mythohistoire.

C'est un fait que l'intégration éthique de la Shoah n'est réalisée à aucun degré dans la gestion du conflit israélo-juif versus arabo-musulman. On peut étendre cette remarque aux rapports des occidentaux et, notamment des Allemands, à la Shoah. Car, si les juifs ont subi dans leur chair et leur mémoire spirituelle l'épreuve de la Shoah, l'intégration éthique d'une épreuve qui touche la condition humaine tout entière, incombe à la conscience de chaque sujet humain. Dans

19 - Voir notamment *Arabica* de 1961 à 2007.

cette perspective éthique d'une communion universelle dans le refus radical de la déchéance infligée à l'homme par son semblable sur une terre chrétienne et européenne « moderne », le peuple juif qui se présente souvent comme « le test du cheminement de la liberté dans le monde », selon une expression chère à André Néher, a l'obligation intellectuelle et spirituelle d'offrir à ce monde pour le moins, un discours cohérent, audible, crédible, historiquement irréfutable parce qu'il intégrerait dans ce cheminement le destin tragique du peuple palestinien. Est-ce Israël comme Nation-Etat qui résiste à cette intégration ? Est-ce la conscience juive qui perdrait sa singularité depuis la diaspora et la spécificité de son élection ? Est-ce son rapport à la Shoah, ou s'agit-il d'une convergence des deux niveaux d'existence d'un même peuple symbolisant celui d'une oppression très particulière : le niveau du peuple dispersé, soumis à la marginalité depuis la destruction du Temple à Jérusalem, humilié par diverses souverainetés et finalement menacé d'éradication par le nazisme et le niveau d'essence politique du peuple qui revient « chez lui », s'installe, s'arme politiquement et militairement et devient avec la solidarité calculée de l'Occident, le protagoniste invincible de l'histoire que nous connaissons depuis 1948.

Je ne vise nullement par ces rappels à opposer un droit à un autre droit, sachant combien cette controverse est sans issue; je veux déplacer la question de l'aval vers l'amont: que devient la théologie de l'histoire du Salut lorsqu'elle est subordonnée aux volontés de puissance de l'histoire politique puissamment armée ? La question vaut autant pour les religions du Salut que pour les idéologies modernes qui ramènent sur terre les promesses eschatologiques, enflamment l'imaginaire du progrès et de l'émancipation et subordonnent le tout à des guerres d'hégémonie. Marginalisés, dominés, colonisés, persécutés, juifs et musulmans ont fait de leurs religions respectives un refuge, un repaire et un tremplin à la fois pour résister aux forces dissolvantes, conquérantes, dominatrices de la modernité matérielle, scientifique, technologique et intellectuelle. J'ai entendu le grand rabbin Sitruck déclarer que le peuple juif a vécu dans une longue nuit illuminée par

la lumière de la Thora intériorisée dans l'âme de chaque fidèle grâce aux célébrations communes et à une éducation vigilante et de grande efficacité. La nuit politique a cessé depuis 1948 ; elle a débouché sur un jour ininterrompu de victoires successives sur « l'ennemi » ; mais la Thora et le Talmud continuent de remplir les fonctions de refuge, de repaire et de tremplin²⁰, exactement comme le font le Coran, le Hadith, la Loi (*Shari'a*) et toute une tradition vivante fortement idéologisée depuis les années 1970, pour faire face aux échecs avérés des régimes nationaux et aux manipulations géopolitiques des grandes puissances. La Thora comme le Coran assurent aux belligérants la légitimité apaisante de la guerre « juste » dans les strictes limites de la légitime défense des droits du Dieu de l'Alliance menacés à travers ceux des fidèles.

Ce travail éthique de toutes les mémoires collectives sur elles-mêmes au cours des affrontements, n'a rien à voir avec les sermons et les prières répétés rituellement par toutes les communions après les faits accomplis de la violence haineuse transformée dans chaque camp en performances héroïques. On peut même s'interroger sur l'usage réel que font les acteurs de la politique politicienne des méditations philosophiques d'un Paul Ricœur sur *La Mémoire, l'histoire et l'oubli*. Au-delà des exercices interprétatifs de quelques professeurs avec leurs étudiants, je sais par expérience que de tels travaux ne touchent guère les gestionnaires du sacré, des légitimités et des orthodoxies dans chaque tradition religieuse. Et pour les gestionnaires « laïcs » de l'instruction publique, le souci d'une éducation éthique est suspecté de moralisme et de religiosité. Il faut donc l'ignorer et s'en tenir à la seule transmission neutre, froide, objective des savoir faire des experts. Pas d'endoctrinement, ni moral, ni religieux, ni civique. *Do it and see...*

L'éthique, en perpétuel travail pour orienter l'action historique des acteurs vers la protection et l'émancipation constante de la condition humaine, n'est pas loin de la foi spirituelle quand elle accepte de se remettre en question devant les épreuves du temps. Dans ce sens,

20 - Pour l'analyse de ces trois métaphores, on lira ma contribution *The politics of Islamic revivalism, in Alegria*, edited by Shireen T. Hunter, Indiana University Press, 1988.

nous sommes tous des juifs exposés au scandale de la Shoah, au sens à la fois biblique de cause de tentation et de chute pour Israël et évangélique, de manière imprévue dont Dieu sauve le monde. « Jésus est une pierre d'achoppement, un rocher qui fait tomber²¹ ». Les juifs sont d'autant moins habilités à revendiquer le privilège exclusif de la richesse spirituelle attachée à la passion de la Shoah qu'un grand nombre d'entre eux ravalent, comme Madame la ministre, cette richesse indéniable au niveau du discours polémique surenchérissant sur les dérives idéologiques du discours et de l'action de l'ennemi. Satan n'est jamais totalement et définitivement vaincu avec les discours au mieux apaisants de l'amour, de la justice, de la vérité, de la légitimité, des droits de l'Homme... rituellement répétés dans les sermons et les discours officiels.

Quand les passions retomberont, quand les juifs seront installés en toute sécurité et sérénité sur « leur » Terre promise, transformée en terre conquise politiquement et militairement contre l'esprit et la lettre des Dix Commandements et surtout le dixième qui interdit non pas une action, mais un désir (*Tu ne convoiteras par la maison de ton prochain ; tu ne convoiteras pas la femme de ton prochain, ni son serviteur, ni sa servante, ni son bœuf, ni son âne, rien de ce qui est à lui, Ex. 20, 17*) ; quand ces conditions seront réalisées, ils seront bien obligés tout autant que les chrétiens et les musulmans de faire l'inventaire des dégâts irréversibles causés à cet absolu de Dieu dont l'invocation par les protagonistes juifs et musulmans conservera la valeur de recours suprême, tant que la culture du merveilleux propre au monde enchanté peut être réactivée sous l'impact des appels à la violence sacrificielle. Mais, déjà, la question se pose avec plus d'insistance encore après le fracas du 11/9/2001 : peut-on encore parler de la vocation de l'esprit à la réalisation de l'Utopie éthique et éducative qui l'a toujours habitée, de cette spiritualité désespérément désirée, célébrée, réclamée comme un préalable à l'attitude éthique définie ci-dessus ; ou ira-t-on plus loin encore dans le déploiement de ses calculs machiavéliques, de ses projets cyniques avec leurs conséquences dévastatrices ? C'est un fait qu'après toutes les gesticulations politiques, les redistributions des

21 - Voir article scandale in *Dictionnaire critique de Théologie*, op. cit.

alliances, les indignations « morales » contre la barbarie et surtout les mensonges d'Etats démocratiques prodigués devant l'opinion mondiale depuis la riposte au 11/9, le monde attend encore dans le doute, les incertitudes, le soupçon, la réalisation de grandes promesses jamais tenues encore ni dans les trajectoires religieuses, ni dans celles de la démocratie, la modernité et les révolutions scientifiques.

Un réel horizon d'espérance est apparu pendant et après l'élection de Barack Obama. Cette figure charismatique aussi rare que généreuse et fortement désirée continue de faire entendre une parole jusqu'ici absente chez tous les grands décideurs et gestionnaires des « valeurs » dans le monde actuel. Mais la grande crise pèse lourdement sur l'accomplissement d'un programme disproportionné par rapport aux catastrophes programmées par et dans cet Occident face à ses propres peuples et aux peuples innocents durement éprouvés par leurs régimes autoritaristes et par les forces incontrôlées de la mondialisation. Dans les démocraties les plus avancées, il n'y a rien de plus dégradant à bien des égards pour le statut de l'esprit, tel que j'essaye de le cerner, que les tactiques électoralistes à l'approche des grandes échéances nationales, ces temps morts de la décision politique responsable qui peuvent durer plusieurs mois dans certaines conditions constitutionnelles comme la cohabitation en France, le face à face de deux grands partis aux Etats-Unis. Ainsi, le drame de la condition humaine noué le 11/9 n'a déjà plus de voix crédible pour en énoncer les exigences et imposer des réponses historiques à la mesure des tragédies récurrentes.

On assaille les experts en économie, en gestion financière et en analyse politique immédiate, non pas tant pour connaître la genèse, les raisons profondes et les responsables de la crise, mais, d'abord et avant tout, pour savoir quand et comment on va en sortir pour quelque temps. On ne pense guère aux historiens, aux anthropologues, aux sociologues et aux philosophes pour identifier d'autres cheminements souterrains, invisibles, mais structurellement actifs dans la récurrence des crises semblables à travers l'histoire du 20^e siècle. Cette mise à l'écart des sciences de l'homme et de la société, alors, les

gestionnaires des « ressources humaines » sont légions dans les entreprises, est précisément un des facteurs déterminant de la récurrence des crises. Plus de classe moyenne, guère de PME, OPA sauvages pour l'agrandissement des plus grandes déjà et précariser les employés.

Est-il besoin de préciser que dans la polémique stérile qui oppose depuis 50 ans Palestiniens et Israéliens sur l'appartenance de la terre disputée et toujours réputée sainte, les revendications musulmanes utilisent les mêmes argumentaires mythohistoriques que ceux de Madame la ministre ? On mobilise les versets coraniques, les traditions prophétiques avec leurs commentaires amplificateurs pour faire valoir des droits imprescriptibles sur Jérusalem et l'ensemble de la Palestine. Je dis que tous ceux qui s'enferment dans de telles manipulations de ce qui n'est ni l'histoire positive, ni le travail de transfiguration mythique comme dans les récits de ce que j'appelle le discours prophétique (voir mon *Un-thought*) ne font qu'explicitier dans leurs constructions fantasmatiques, la quasi absence ou l'échec aussi bien de la recherche des sciences de l'homme et de la société, que des systèmes éducatifs capables de transmettre avec les procédés pédagogiques adéquats, au moins les questionnements formulés depuis les années 1950 par l'histoire et l'anthropologie comme critique des cultures et des religions traditionnelles et séculières. Cette situation est vécue partout dans une sorte d'indifférence tranquille aux enjeux nouveaux des systèmes éducatifs, tant la course aux savoirs techniques, à l'invention technologique, à tout ce qui peut accroître la maîtrise sur la vie, l'économie, la gestion des « ressources humaines », a rendu obsolète, dérisoire, voire inutile, toute attention de l'homme à ce qu'on n'appelle plus l'âme et ses besoins. Le phénomène de la fuite des cerveaux vers les sociétés qui offrent le plus de chances de participer à cette course vers ce type de connaissance et d'existence humaine, accélère la réduction à l'état de résidus d'une histoire irrésistible, toutes ces sociétés de plus en plus attardées, démunies, délaissées, alors que dans les années 1950, elles se libéraient du joug colonial avec la volonté euphorique de brûler les étapes du développement et de la contribution à la construction de la modernité.

Après les échecs successifs de la révolution nationaliste dite socialiste (1950-80), puis de la révolution religieuse dans le style iranien, peu de voix d'intellectuels « musulmans » ouverts aux acquis indiscutables de la modernité, se sont fait entendre pour soutenir ne serait-ce que l'idée d'un *aggiornamento* de « l'islam », en tenant compte des obstacles nouveaux générés par 30 ans d'errements « révolutionnaires ». A vrai dire, les intellectuels laïcisés préfèrent demeurer à l'écart de la pensée religieuse comme champ de travail scientifique critique ; ou bien, ils restent croyants pratiquants au point de rejoindre le discours des gardiens de l'orthodoxie ; ou bien, ils réduisent l'islam à une affirmation identitaire commune à l'ensemble des sociétés qui accentuent leur retard face aux défis de la modernité plus complexes et plus pressants dans la phase de mondialisation des forces de production de l'histoire. Dans la mesure où l'*aggiornamento* se veut plus exigeant dans la critique du conservatisme, plus innovant dans la quête d'émancipation, ses partisans sont dans une position de faiblesse politique et sociologique par rapport à la classe de '*ulamâ*' capables de cultiver à la fois une habile solidarité avec les régimes en place et un impact effectif sur les expressions, les revendications de la religion populiste. L'échec de 'Abd al-Rahmân Wâhid en Indonésie illustre les postures ambiguës des « intellectuels » et des '*ulamâ* : les faiblesses politiques des uns, les succès précaires et trompeurs des autres. Ainsi, la vieille, mais toujours obsédante mythodéologie de l'*islâh*, c'est-à-dire la restauration de la forme inaugurale authentique (*asâla*) de l'Islam avec un grand I, peut se muer en délire politique fantasmatique, en désir irrépressible de revanche sur les États prévaricateurs, égoïstes, tout-puissants ou même « voyous » que les sciences sociales et politiques continuent de décrire avec les postulats cognitifs de leur « rationalité occidentale », opposée à des situations de détresse collective, des conduites, des protestations, des contestations, des attentes qu'elles ne peuvent ni relier à leur genèse historique et psychoculturelles, ni conceptualiser en visant l'adéquation descriptive, l'adéquation explicative qui enrichiraient les débats sur l'action politique. Le traitement de la crise de sens ouverte depuis le 11 septembre ne révèle encore rien de ce genre, ni du côté de « l'Occident », ni encore moins du côté de « l'Islam ».

Les deux catégories professionnelles que j'ai appelées les chercheurs-penseurs et les gardiens des orthodoxies dans toutes les religions, continuent de penser, de parler, d'écrire en tant qu'« *Héritiers* » plus préoccupés de gérer leurs héritages respectifs en vue de sa « *Reproduction*²² » dans un monde littéralement bouleversé par la conjonction historique inédite d'une technologie manipulable par tous et d'un désordre sémantique diffusé à l'échelle de la planète par la volonté délibérée et surpuissante des médias. Toutes les sociétés sont gagnées par le sentiment d'insécurité, de vulnérabilité devant le phénomène nommé terrorisme, selon la vieille opposition du Bien et du Mal, alors qu'il s'agit d'une donnée structurelle de la mondialisation de pouvoirs arbitraires d'États dépendants contre leurs sujets et d'États surpuissants contre des peuples soumis à des dominations en cascades. Le silence des intellectuels, la carence des chercheurs, les rôles plus organiques des cléricaux aggravent l'état de déréliction de ces peuples. L'action humanitaire des ONG d'Occident soulage certains maux pour quelques catégories, mais elle tend à voiler en même temps des stratégies géopolitiques qui renforcent dangereusement le système mondialisé des violences symboliques, des violences terroristes et de leur répression par des guerres « justes » avec 0 mort pour l'acteur bienfaiteur, dispensateur de justice. Tout cela nourrit des commentaires divers; les membres de l'establishment américain sont plutôt critiques à l'égard du style de la riposte militaire choisi jusqu'ici par les « alliés » contre le terrorisme; les dirigeants responsables de la politique des États soutiennent sans réserve la politique d'éradication du terrorisme d'État et de la « résistance » populaire; du côté des peuples, les activistes rentrent à nouveau dans leurs repaires en attendant de mettre au point de nouvelles offensives ; les innocents continuent à souffrir de leur condition de cibles de tous les manipulateurs des leviers de domination.

La question essentielle demeure sans réponse : comment intégrer dans les répressions nécessaires de la violence aveugle la protection des

22 - Les termes *Héritiers* et *Reproduction* sont des titres d'ouvrages de Pierre Bourdieu pour expliquer le fonctionnement social et idéologique de la culture et l'inégale distribution de ce qu'il appelle le capital symbolique.

innocents, les contestations légitimes et les programmes d'action des dominés, la critique radicale et simultanée du fait religieux, en général, et d'une modernité également confisqués par des volontés de puissance, d'exploitation, de domination déchaînées, aussi bien dans les sociétés démunies que dans les lieux historiques des révolutions modernes libératrices, des constructions nationales relativement réussies, des promesses de progrès vers une culture de paix et un ordre mondial plus juste, plus respectueux du bien commun ? Tous les acteurs qui exercent une compétence-savoir et/ou une compétence-décision doivent conjuguer leurs efforts pour hâter l'habilitation d'une instance de l'autorité dûment articulée aux instances de pouvoir pour démanteler, non pas tant le terrorisme comme symptôme des violences structurelles, mais les systèmes d'inégalités qui perpétuent les conditions objectives d'intériorisation par les sujets, les groupes, les nations dominés des « valeurs » qui légitiment et voilent à la fois leur condition de dominés. Non seulement ce travail n'est pas inscrit dans tous les programmes des chercheurs, des éducateurs, des médias et des régimes politiques, mais il demeure un impensé, voire pour beaucoup un impensable, dans les « cultures » qui alimentent les alliances explicites ou cachées entre les fondamentalismes religieux et les activismes politiques.

Ces alliances favorisent partout les régressions vers le paroxysme de la violence propre aux mécanismes victimaires dont nous observons la résurgence avec l'expansion du terrorisme. L'insupportable douleur devant des vies humaines innocentes brutalement interrompues se mue en fureur de la foule unanime que seule la vengeance, non moins cruelle, peut apaiser momentanément. Cette fureur est la même dans ses mécanismes psycho-physiologiques individuels, ses emballements collectifs et ses exigences sacrificielles, rituelles que celle des rituels archaïques de lapidation de la victime désignée comme coupable. Des millions de pèlerins musulmans répètent chaque année sur la route de La Mecque à Mina le rite millénaire de la lapidation de Satan pour l'expulser, c'est-à-dire suspendre le mal dont il est l'origine. Dans les démocraties avancées, l'assassinat de délinquants par les forces de l'ordre est toujours qualifié de « bavure » pour sauvegarder la préva-

lence de la Loi sur la vengeance archaïque toujours prête à s'exercer sur le champ. Dans tous les conflits qui, depuis 1945, ont opposé directement l'Occident en tant que pôle unique de « valeurs » modernes, supérieures à toutes les autres, revendiquées par des adversaires encore empêtrés dans des croyances déclarées obsolètes, on découvre des efforts constants de divers acteurs pour travestir sous le vocabulaire des droits de l'homme et de l'action humanitaire, les conduites archaïques des mécanismes victimaires. La fixation sur le personnage satanique de Ben Laden de toutes les responsabilités du « terrorisme » international traduit le processus de désignation de la victime émissaire avec une clarté aveuglante, en ce sens qu'elle abolit pour les foules toute interrogation sur les forces complexes et structurelles qui organisent et élèvent le terrorisme au rang de dernier recours « légitime » de victimes innocentes contre des bourreaux qui agissent au nom de l'émancipation de la condition humaine dans son ensemble. Avec l'attentat du 11 septembre et le cycle infernal des représailles répondant aux agressions de kamikazes en Israël-Palestine, nous revivons tous, sans nous l'avouer, dans les termes de mise à nu que j'emploie ici, ces crises mimétiques bien décrites par R. Girard dans sa relecture de la Bible et de la Passion du Christ²³. L'Occident acceptera-t-il au moins de s'interroger sur les confusions intolérables de son discours depuis 1945 ? Car, c'est depuis cette date cruciale qu'il a refusé d'entamer l'archéologie des significations réelles et des enjeux pour la nouvelle page d'histoire ouverte par la victoire sur le nazisme, de ce qui continue de nourrir la conscience de l'holocauste, de la Shoah avec leurs ramifications psychologiques, éthiques, « culturelles » et surtout politiques. S'il est indéniable que les efforts de rationalisation de la vie morale, juridique et politique par la modernité laïque s'avèrent plus efficaces que ceux des religions qui ont régulé pendant des siècles les mécanismes de la rivalité mimétique pour le contrôle du capital symbolique, l'Occident ne peut nier les effets pervers des « valeurs » qu'il affiche pour travestir ses violences locales et planétaires en enfermant les autres peuples dans des rôles archaïques de bouc émissaire.

23 - Voir notamment *Je vois Satan tomber comme l'éclair*, Grasset, 1999 ;
Celui par qui le scandale arrive, Desclée de Brouwer 2001.

Ces observations visent à établir deux faits : placée devant un événement de portée mondiale, la pensée islamique doit enfin renoncer à tout bricolage interprétatif des textes dits fondateurs pour accepter enfin le programme d'une critique subversive de la raison islamique. J'ai inauguré ce programme dans un ouvrage publié sous ce titre en 1984. Les cadres sociaux de la connaissance et les oppositions idéologiques qui continuent de prévaloir en Occident et dans tous les contextes islamiques depuis le déclenchement des combats nationaux de libération, ont maintenu dans l'impensable l'idée même de cette subversion intellectuelle, scientifique et spirituelle. Du côté de l'Occident, il y a la mise à l'écart du fait religieux comme l'un des facteurs déterminants de production de l'histoire des sociétés, même sous le règne concurrent des religions séculières, ce qui entraîne le rejet ou la marginalisation de la théorie du « capital symbolique » comme enjeu central des surenchères mimétiques des groupes, des communautés et des nations pour garder le monopole de son instrumentalisation dans les courses au pouvoir; à cela s'ajoute le poids de ce que Pierre Bourdieu a défini sous l'appellation « raison scolastique » dans la pratique des sciences sociales et politiques (voir ses *Méditations pascaliennes*). Du côté de « l'islam », on mentionnera l'irruption des idéologies nationalistes de combat qui ont transformé les promesses libératrices de la révolution « socialiste » laïque en volontarismes étatiques obscurantistes et, trop souvent, totalitaires, la manipulation des puissantes vagues démographiques des années 1960-90 pour dissimuler les échecs politiques et économiques, les régressions culturelles et intellectuelles sous les promesses rarement tenues d'une construction nationale. Je soutiens que « la guerre contre le terrorisme », devenue le slogan affiché par CNN depuis le 11/9/2001, ne sera pas gagnée tant qu'une nouvelle posture subversive de la raison ne parvient pas à réimposer le travail éminemment subversif du discours prophétique, réactivé, réapproprié, élargi par la raison des Lumières pour mettre fin aux dérives absolutistes et scolastiques de tous les cléricatismes. Après plus de deux siècles de souveraineté intellectuelle et politique en Europe, la raison des Lumières connaît des détournements, des perversions,

des épuisements semblables à ceux de la raison religieuse qu'elle a destituée par la violence mimétique. À cet égard, la critique subversive de la raison islamique peut contribuer à la réussite d'une subversion appropriée aux tâches nouvelles de la mondialisation parce qu'elle conjugue dans un même effort d'émancipation de l'esprit, la désaliénation de la raison des victimes, des cultures réduites à l'état de résidus et la disqualification de la raison hégémonique qui dissimule sous de nouvelles promesses illusoire, les effets désastreux à l'échelle mondiale, des égoïsmes catégoriels, communautaristes et nationalistes en pleine expansion. Une conscience civique mondiale fondée sur une mémoire historique commune ne peut se construire sans la participation librement consentie de toutes les mémoires collectives contemporaines qui renvoient à des mémoires archaïques, anciennes et modernes à la fois. Toute la bibliographie citée à la fin de ce volume pointe vers les orientations de la recherche, de la connaissance, de la réflexion, de la transmission éducative des attitudes de pensée et pas seulement des savoirs-faire techniques que propose ce que j'appelle la raison émergente. J'accorde une place particulière à la ligne compréhensive et critique tracée depuis une dizaine d'années par les travaux de Michael M. J. Fischer notamment dans *Anthropology as Cultural Critique: An Experimental Moment in the Human Sciences (with George Marcus)*, University of Chicago Press, 2nd ed. 1999.

En contextes islamiques, la portée libératrice de ces tâches assignées à une raison en voie d'émergence sous la pression des combats en cours, est rejetée comme iconoclaste, blasphématrice, non seulement par les gardiens stipendiés de l'orthodoxie, mais de manière aussi virulente par des « intellectuels » qui se réclament de la posture critique moderne. On constate même chez de jeunes imams en exercice dans des communautés d'immigrés en Europe une distanciation critique de la Parole de Dieu, plus audacieuse que celle de certains intellectuels de renom. Voici comment Mohammed Talbi, un historien tunisien bien connu qui insiste souvent sur sa maîtrise des règles et des outils de la critique des textes et des documents, définit le statut de la Parole de Dieu dans le Coran :

« Le Coran [est] authentiquement théandrique, *ipssima verba*. Parole entièrement divine à la source, à l'amont et entièrement humaine, « *en langue arabe claire* » (Coran, 26 : 195), à l'arrivée, à l'aval».

Cette définition est communément acceptée depuis le X^e siècle par toute l'*Umma*. Comment sauvegarder sa validité théologique tout en condamnant sans équivoque l'usage que Ben Laden et ses partisans font des textes fondateurs de la foi islamique ? Personne ne réclame la remise en chantier du travail théologique pratiquement abandonné depuis l'adoption des divers Corpus Officiels Clos (COC). On se contente de sélectionner les versets favorables à la paix entre les nations, à la « tolérance » religieuse, au respect de la vie humaine... , et de dénier aux musulmans « perdus » – comme les soldats « perdus » de toutes les bonnes causes- le droit d'utiliser d'autres versets explicites sur le recours à la guerre « juste » ou *Jihād*. On improvise ainsi des exégèses « modernes » en refoulant dans des temps historiques révolus les versets qu'un nombre grandissant d'occidentaux irrités par l'opportunisme apologétique du procédé, opposent au bricolage idéologique des « croyants ». L'affaire Ben Laden bien plus que celles de Rushdie, du foulard islamique, du statut des femmes..., a généralisé et systématisé cette confrontation intellectuellement saine dans les sociétés européennes pluralistes, alors que dans les contextes islamiques monolithiques, l'unanimité mythoidéologique autorise toutes les malversations sémantiques, interprétatives et politiques.

L'invocation de la foi sous la forme du droit à la « différence » devient une arme imparable dans les confrontations en milieux pluralistes et démocratiques. Le démocrate s'interdit de transgresser les principes de tolérance et de liberté religieuse en instaurant un examen critique des contenus que chaque croyant donne à sa foi. Il perdrait la posture avantageuse de défenseur des valeurs de laïcité et de liberté opposées globalement aux expressions cléricales des religions. Nous touchons ici à l'infirmité commune aux protagonistes croyants et démocrates « laïcs » dans les sociétés pluralistes. Pour des raisons différentes, ni les croyants, ni les laïcs modernistes – surtout ceux qui affichent avec une

insistance significative leur incroyance- ne sont capables d'ouvrir et d'animer un chantier fécond sur le thème fondamental du "Croire et de la formation du sujet humain²⁴" dans les contextes effroyablement décalés des sociétés soumises à des dominations en cascade d'un côté, dans les sociétés travaillées par les forces de l'économie de marché et de l'innovation technologique de l'autre. Il est important de savoir dans quelles conditions psycho-socio-culturelles, ce qu'on nomme avantagement la foi se construit, se déploie, se refonde sans cesse à l'épreuve du temps. En tant qu'expression de croyances qui structurent le sujet humain et motive ses conduites pratiques, la foi ainsi conçue et vécue mérite un total respect dans la mesure où elle se donne les moyens de contribuer en toutes circonstances aux tâches de libération de la condition humaine par-delà les catégorisations et les hiérarchies imposées par les doctrines religieuses et les systèmes modernes d'inégalités.

On a montré à quel point l'attention portée à la parole révélatrice est encore faible et marquée par le scepticisme pour deux raisons majeures : la première tient aux défaites successives de la pensée humaniste qui, depuis la première guerre mondiale, ont entraîné la mort de l'homme et du sujet humain (structuralisme) après celle de Dieu (marxisme-stalinisme et laïcisme politique militant) avec tous les effets corrélatifs comme l'expansion du relativisme généralisé, du scepticisme radical, de la précarité et de l'inconsistance des « valeurs », de la quasi impossibilité de dire l'Éthique, bref de tout ce qui élargit le champ de la parole absente. La seconde raison est l'illusion créée par le soi-disant retour du religieux avec « *La Revanche de Dieu* » annoncée naguère par le politologue Gilles Képél. Oui, le Dieu fait retour sous deux figures différentes qui attestent la permanence des forces contradictoires en travail chez tout sujet humain : il y a la figure du terrorisme sanguinaire, de la négation de la personne, du fondamentalisme dogmatique dont il reste à identifier la généalogie historique, politique et culturelle en reprenant et amplifiant la recherche inaugurée par Nietzsche avec un sens tragique de la vérité indéfiniment

travestie par les hommes, animaux politiques ; il y a celle de l'instance de l'autorité spirituelle enfin libérée de toutes les ambitions de pouvoir et qui veut témoigner de la fécondité de l'expérience humaine du divin dans ses voies les plus anciennes et ses itinéraires modernes les plus errants. Dans sa trajectoire mystique prometteuse, mais vite interrompue par les orthodoxies, la pensée islamique a connu et célébré ce sens tragique de la « Vérité par Dieu, en Dieu, pour Dieu » (*al-Haqq bi-l-Haqqi li-l-Haqqi*) vouée aux vicissitudes d'une histoire dont personne jusqu'aux années 1930-40, ne pouvait prévoir qu'elle entraînerait l'expérience islamique du divin aux attentats suicides et aux meurtres de tant d'innocents au sein même d'une communauté déchirée par la vieille et inaugurale grande querelle si justement nommée force de séduction du mal *Fitna*²⁵. J'ajoute avec insistance que la condamnation unanime de l'attentat du 11/9/2001 ne recevra sa pleine et féconde légitimité que lorsque les historiens auront établi avec leurs outils propres, ce que j'appellerai la généalogie des morts successives de Dieu, de l'homme, du sujet entraînant la quasi élimination de la parole révélatrice, telle que je tente de la définir.

Le concept de parole révélatrice est à la fois plus modeste et plus pertinent pour mettre en échec les usages fantasmatiques de la Parole dite révélée. Car, la dérive du religieux dans les contextes de violence structurelle commence avec les manipulations de ce vieux support théologique maintenu à l'abri de toute critique par les divers gardiens institués ou autoproclamés du Temple. Par-delà l'exemple de l'islam sur lequel se concentrent les dénonciations les plus sévères, il est nécessaire de réfléchir sur les modes de présence du religieux dans des sociétés inégalement travaillées par des formes et des niveaux eux-mêmes variés de la modernité. Cette réflexion permettra de travailler chemin faisant le concept de parole révélatrice afin de dépasser les fonctions obsolètes et dangereuses qu'on continue d'assigner aux religions traditionnelles. On pourra aussi montrer la portée nocive des clivages idéologiques qui divisent sévèrement non seulement les deux grands pôles « Islam » et « Occident », mais les clans, les partis, les fa-

25 - Voir Hichem Djaït, *La Grande querelle*, Paris 19 et *Encyclopédie de l'Islam*, s. v.

milles de pensée, les courants épistémologiques, les chapelles intellectuelles à l'intérieur de chacun de ces deux monstres créés par le travail incessant des imaginaires sociaux sur base d'ignorances également cultivées de part et d'autre. Plus les interventions se multiplient dans les médias, plus se dévoilent la dérision morale et politique, les passions tenaces, les ignorances tranquilles, les retards de la pensée, la déréliction des millions de victimes sans parole, sans défenseurs, sans recours dans toutes les régions du monde.

ARCHÉOLOGIE ET DÉCONSTRUCTION DES
SYSTÈMES DE REPRÉSENTATION.

Nietzsche, Freud, Heidegger, Hanna Arendt, J. Derrida, E. Lévinas, Paul Ricoeur, Pierre Legendre, René Girard sont remontés, chacun à sa façon, à ce que le dernier nommé appelle ces « *choses cachées depuis les origines du monde* ». Les uns ont fouillé la généalogie philosophique, les autres ont insisté sur la trajectoire judéo-chrétienne qui a conduit à ces « valeurs » supérieures et propres à l'Occident au point qu'elles sont invoquées pour légitimer la guerre contre ceux qui, non seulement ne les partagent pas, mais menacent de les détruire. En remontant ainsi vers les « origines » ou les « bases », on butte toujours sur cette question inévitable et pourtant éludée par tous : comment « l'islam » enraciné par le Coran dans la trajectoire de l'histoire judéo-chrétienne du Salut, en est venu à être non seulement exclu des « valeurs » distinctives de l'Occident, mais classé parmi leurs opposants les plus déterminés ? La question et les réponses possibles doivent mobiliser en premier lieu les musulmans eux-mêmes. Cela ne doit pas dispenser les promoteurs, les défenseurs de la civilisation judéo-chrétienne de s'interroger sur leur rôle historique constant dans la genèse d'une exclusion débouchant après 15 siècles de polémiques, de guerres, d'affrontements à une ultime guerre ô combien juste contre un terrorisme explicitement conduit au nom de « l'islam ».

Régis Debray vient de publier sous le titre *Dieu, un itinéraire*, un livre qui ouvre des chantiers, enrichit les problématiques, propose des voies nouvelles dans la perspective adoptée dans cet essai. Il concilie avec succès le souci de l'information érudite, la pertinence des ques-

tionnements, la finesse de la description, la rigueur de la critique, le mouvement d'empathie vers toutes les attitudes habituellement présentées de façon militante. Il se donne le temps de la réflexion accueillante à tous les apports féconds de la recherche récente ; il ne néglige aucune ressource scientifique pour combler des manques, des démissions, des oublis voulus ou imposés par les pressions de sélection que chaque tradition de pensée exerce sur elle-même. Le tout est servi par un style simple, incisif, concis, suggestif, souvent percutant. C'est dire l'extrême intérêt qu'un tel travail revêt dans la conjoncture historique ouverte le 11 septembre. La question de Dieu nous oblige toujours à revenir aux plongées archéologiques dans des passés lointains, ensevelis, mais toujours vivants sous forme de réminiscences, de résurgences, d'irruption soudaine, d'invocations, de projections rétrospectives vers des passés où la grande majorité des peuples et des groupes continuent de situer le « sens » vrai – la direction et les significations indépassables – de leur histoire. De nombreux acteurs éprouvent le besoin de ramener l'attention à la Bible hébraïque, à la Passion du Christ, au Coran d'une part ; de l'autre, à la philosophie grecque lue par le Moyen Âge judéo-islamo-chrétien dans le cadre d'un bon sens platonico-aristotélicien qui s'est imposé depuis des siècles avec les outils et les procédés du logocentrisme. Cet appel à une archéologie non seulement des savoirs, mais des systèmes de représentations développés dans toutes les cultures, n'est pas un clin d'œil au seul Michel Foucault ; on aimerait récapituler tous les questionnements, toutes les méthodologies, toutes les connaissances fiables pour ouvrir les voies d'un dépassement durable de ce qui demeure une limite de l'esprit humain : l'inévitable recours aux systèmes de représentations pour transformer la réalité objective en images mentales reproduites, utilisées comme cette réalité elle-même. On a tout essayé pour démystifier, démythologiser, dévoiler, désaliéner, éclairer, illuminer, expliquer, satisfaire enfin notre volonté de savoir. Le réel, toujours travesti, transformé, trahi, manipulé, reprend sa revanche sous forme d'effondrement brutal des systèmes échafaudés, de démentis cinglants aux « vérités » révélées ou construites, de théories laborieusement substituées à celles qui orientaient jusque-là la quête des « valeurs » et du sens...

R. Debray nous rappelle la grande variété des dispositifs discursifs, artistiques, sémiologiques mis au service d'une « disposition invariante » : « Obligation nous est donc faite de "croire en quelque chose" pour rester "quelqu'un" parlant de "quelque part". On croise ici l'idée freudienne selon laquelle l'illusion religieuse n'est pas de même nature qu'une erreur, en ceci qu'elle ne se définit pas par rapport à la réalité effective, mais par rapport aux souhaits qui la suscitent... L'erreur est réfutable, l'illusion ne l'est pas... Si l'on ose pousser la critique des fables fondatrices jusqu'à se demander pourquoi on en invente toujours et encore, la question semble pouvoir s'éclairer par l'hypothèse d'incomplétude, qui fait de l'illusion subjective l'indispensable corrélat d'une cohésion collective (c'est moi qui souligne). Elle rend la « névrose » inéliminable, voire salutaire, sous des formes, bien sûr, modulables selon les ethnies, les générations techniques et les classes sociales, et débordant l'orbite des religions révélées » (p. 375-76).

Les « fables » ou mythes qui régénèrent sans cesse les croyances ne sont pas récurrentes seulement dans le champ religieux. Voyez ce qui se passe dans tous les médias du monde depuis le 11 septembre; relisons les journaux, réécoutons les émissions durant la guerre du Golfe; remontons à tous les conflits qui ont ensanglanté les sociétés depuis 1945, c'est-à-dire juste après les horreurs suprêmes de la guerre intra européenne... Placé un matin de septembre devant la violence inouïe d'un suicide consenti par quelques-uns pour semer la mort et la destruction dans des lieux choisis pour leur complexité symbolique, chaque habitant de notre planète s'est senti soudain vulnérable, exposé à une violence incontrôlable. Il a fallu d'abord gérer les débordements de la douleur, des émotions, des angoisses avant de commencer à réaliser les coûts humains de la mondialisation par la seule technologie tragiquement efficace. Le besoin d'une cohésion collective contre le déchaînement du mal absolu abolit toute idée d'illusion, de fable ou de mythe; c'est quand on retrouve la distance critique nécessaire devant l'événement qu'on commence à mesurer l'étendue des errements de l'esprit, de ses ignorances institutionnalisées, de ses certitudes arrogantes, de ses connaissances mutilées et mutilantes, de

ses promesses illusoires, de ses violences inavouées, de ses conservatismes vécus comme des « valeurs » salvatrices.

On guette alors les voix capables de transfigurer le désastre en raison d'espérer et d'agir autrement, pour produire une histoire différente. On se prend à espérer que la violence du mal rendrait possible un saut qualitatif dans la gestion de la Cité planétaire puisqu'elle est directement prise à témoin autant qu'elle est menacée. Le 11 septembre deviendrait un Moment inaugurateur d'une nouvelle manière de penser le sujet humain en vue d'une gouvernance plus responsable devant les peuples ; la place désolée des deux tours englouties serait un lieu de commémoration, de communion universelle dans la célébration d'un nouveau départ de l'histoire des hommes à l'aube du 3^e millénaire.

Qu'avons-nous entendu, lu, fait jusqu'ici ? Quelles premières réponses retiendra l'histoire des historiens ?

L'esprit positiviste, pragmatique, calculeur n'a plus de place pour l'utopie, une politique de l'espérance capable de soulever l'adhésion enthousiaste de tous les peuples ; les intérêts d'une nation, la volonté des nations « civilisées » ont fait prévaloir la seule réponse possible : la violence sera vaincue par une violence plus méthodique, plus efficace, plus éradicatrice ; la raison du plus fort triomphera pour demeurer la meilleure, sans autre forme de retour critique sur soi, sur les passés respectifs des « cultures » et des « civilisations » condamnées à se détruire pour que les plus puissantes survivent et continuent à contrôler souverainement le destin des autres, de tout autre, selon la loi de sélection naturelle des espèces. Il appartient aux vaincus qui ne peuvent soutenir une telle course pour la survie de pratiquer la sagesse de tous les peuples : « *donner du temps au temps* » jusqu'à ce que l'esprit emprunte enfin les vraies voies du Salut. La formule *donner du temps au temps* a été utilisée par F. Mitterrand qui a exercé pendant 14 ans un pouvoir quasi absolu. C'est une manière de renvoyer au déroulement implacable d'un destin dont tous les peuples ont intériorisé et explicité la rigueur : le *dahr* de la poésie arabe archaïque, remplacé par « la main de Dieu » et le *maktûb* de la théologie populaire islamique, le tragique mis en scène dans la tragédie grecque.

Les religions ont sacralisé les frontières entre le temps et l'espace des fausses divinités et ceux où doit se déployer la seule religion vraie ; elles ont inscrit ces frontières dans les lois, les conduites rituelles, les célébrations, les croyances, les connaissances qui nourrissent les « âmes », habitent et conditionnent les corps individuels, perpétuent l'ordre des sociétés. La modernité a remplacé les frontières confessionnelles par les frontières idéologiques tout en sacralisant les frontières physiques du territoire national, objet de rivalité et donc de sacrifices héroïques. La mythohistoire est soumise aux opérations de déconstruction critique qui ne vont pas cependant jusqu'à abolir les constructions imaginaires des sociétés, puisque les historiographies nationales continuent de substituer l'événementialité fictive d'une histoire sacrée et / ou glorieuse au réel vécu et soustrait aux réexamens de la « nouvelle histoire ». Je pense aux avancées de l'historicisme philologique au XIX^e siècle, à l'élargissement du territoire de l'historien avec les enquêtes pluridisciplinaires sur l'anthropologie du passé et l'archéologie des vécus enfouis ou travestis à partir des années 1950-60. Au XVIII^e siècle, il y a eu la posture cognitive et les procédures discursives nouvelles mises en place dans la construction intellectuelle somptueuse par Kant d'une « *Critique de la raison pure* » et de « *la raison pratique* », d'une redéfinition de « *la religion dans les limites de la raison* ». Kant continue d'être étudié comme un jalon fortement planté sur les parcours aventureux de la raison « occidentale » ; avec d'autres grands penseurs des Lumières, il offre encore un point d'appui à la défense d'une raison des Lumières de plus en plus destituée, mais non encore vraiment remplacée par une instance critique capable de récapituler pour les dépasser les constructions mytho-idéologiques qui exigent bruyamment une reconnaissance dans l'espace élargi et obstrué à la fois des conflits identitaires²⁶. On ajoutera que le statut cognitif et les tâches assignés à la raison par une persistante tradition logocen-

26 - Les contestations, les demandes de reconnaissance sont si multiples et insistantes qu'elles brouillent, détournent, annulent même les activités de la raison émergente pour dépasser les confusions, les fragmentations, les dispersions qu'entraîne la politique d'un nouveau partenariat entre des acteurs très inégaux, des cultures et des systèmes de pensée très décalés historiquement, conceptuellement, épistémiquement. Voir à ce sujet les réflexions de Kenneth Wilkshire: Scientifiques et décideurs: vers un nouveau partenariat, in *Revue internationale des Sciences Sociales*, 2001, n° 170.

triste ont renforcé le préjugé de rationalité qui pousse à trouver des « raisons » explicatives dans toutes les conduites et les productions des acteurs sociaux. L'irrationnel comme suspension, obstruction, élimination de l'exercice de la raison, les impensables et les impensés accumulés du fait des discontinuités graves des mémoires collectives avec les limitations du pensable qui en résultent, des dérives fantasmatiques et des délires idéologiques du sujet individuel ou collectif, ne sont retenus comme des objets spécifiques d'étude par la psychologie et la sociologie historiques. Pourtant, les expressions envahissantes du fondamentalisme religieux, nationaliste, fasciste permettent d'illustrer dans les discours et l'action politiques à travers le monde, y compris dans le fonctionnement des démocraties les plus avancées, le jeu déterminant des forces cachées que j'ai identifiées à l'intérieur du triangle anthropologique violence, sacré, vérité (voir mon *Unthought* pour la pensée islamique contemporaine).

Le Forum économique mondial réuni habituellement chaque année à Davos, a, cette année, choisi New York pour « étudier les moyens de restaurer la croissance mondiale et d'assurer la sécurité du monde civilisé ». (*Le Monde* du 2/2/2002). Le même jour s'est ouvert à Porto Alegre le Forum mondial des opposants à « la mondialisation néolibérale ». L'idée d'assurer « la sécurité du monde civilisé » après les attentats du 11 septembre reprend dangereusement les thèmes et la vision des « valeurs » qui justifient la perpétuation de la violence symbolique. D'autre part, le discours des contestataires de Seattle, de Davos, de Gênes, de Porto Alegre ne prend pas nécessairement en charge de façon adéquate la situation historique actuelle des peuples et des cultures de plus en plus réduits à l'état de résidus qui doivent, soit s'intégrer dans le « monde civilisé », soit disparaître. On pense irrésistiblement aux slogans de l'Union des prolétaires de tous les pays pour la lutte finale dirigée du Kremlin. Il s'agit toujours des contradictions et des contestations internes à cet Occident défini par une volonté et un refus: la volonté politique de gérer la planète à partir d'un centre localisé à Washington, mais soutenu par des alliances inconditionnelles en Europe, dès qu'il s'agit d'écartier un ennemi extérieur commun; le refus d'inclure dans

cette gestion la nécessité d'une autocritique centrée sur le rôle déterminant de la violence symbolique et de la violence physique structurelle dans ce qui, au regard de la conscience occidentale contemporaine, comme pour la conscience européenne du 19^e, s'inscrit dans une « gouvernance » éclairée, moderne, démocratique du monde. Il faut ajouter que les chercheurs en sciences dures et expérimentales refusent toute limitation à leur liberté d'exploration, laissant au seul pouvoir politique le soin de contrôler les usages faits par le marché des découvertes les plus porteuses de puissance et d'enrichissement; quant aux chercheurs en sciences sociales, juridiques et politiques, ils s'en tiennent à la satisfaction des demandes du marché pour la gestion administrative et économique des « ressources humaines » employées selon les fluctuations de la vie économique. Cette dérive fonctionnaliste, empirique, instrumentale de la recherche pour soutenir la dynamique sociale, économique, monétaire du Centre, entraîne des conséquences d'autant plus tragiques pour les sociétés en déshérence, abandonnées par leurs propres membres, qu'il n'y a plus personne pour plaider leur cause.

On aura compris que l'islamologie appliquée vise à subvertir toutes les pratiques des discours dominants d'aujourd'hui, tant dans le domaine politique que dans ceux des sciences sociales, de la pensée religieuse et de la réflexion philosophique. Il s'agit d'agir en amont de tous les discours produits par les discours pour déplacer les stratégies et les contenus communément reçus de la connaissance, vers des espaces d'intelligibilité requis désormais par la mondialisation des contestations, des confrontations, des luttes au niveau de la gestion mythodéologique des passés, des instances symboliques, des « valeurs », des « cultures » qui nourrissent dangereusement la cacophonie contemporaine. L'islamologie appliquée ne se contente pas de dévoiler les coûts humains et culturels de l'instrumentalisation d'une religion ritualisée à l'extrême, réduite à des représentations populistes pour engager des actions terroristes sans aucun programme politique, encore moins spirituel et intellectuel, porteur d'un avenir d'émancipation réelle de la condition humaine, par-delà les libérations nécessaires des groupes et des peuples encore asservis. Le travail en amont porte sur la critique

du statut cognitif et des fonctions « spirituelles » et « éthiques » assignés dans nos conflits identitaires, nos guerres récurrentes, à des héritages religieux demeurés à l'abri des relectures évoquées dans cette étude. Il y a plus : les chantiers de l'anthropologie des passés et de l'archéologie des mémoires collectives qui s'entrechoquent depuis 1945, incluent les usages, les limites, les errances, les arbitraires de la raison politique, dite moderne, quand elle réaffirme avec grandiloquence et sans responsabilité historique devant tant de tragédies programmées par elle, sa volonté d'« assurer la sécurité du monde civilisé ». Je ne cultive aucune illusion sur les chances de succès de l'islamologie appliquée quand je lis sous des plumes autorisées les observations suivantes : « les chaînes de télévision américaines... après le 11/9 ont fait vibrer uniquement la corde du patriotisme et de l'indignation contre les auteurs des attentats, ce qui ne joue pas en faveur de la démocratie et de l'État de droit. La vigilance sur ce point est venue presque uniquement des ONG locales et internationales » (Stanley Hoffmann, *Le Monde* 3-4/2/2002).

On sait comment les médias substituent aussi le primat du divertissement populaire à l'effort qu'exige la lecture fructueuse d'études vite rejetées en raison de leur ennuyeuse technicité. Transformer en mélodrames populaires les événements les plus lourds de significations pour une conscience civique et historique mondiale, annuler le temps de la réflexion et de la connaissance critique par celui des occupations ludiques n'ont pas seulement pour effet de rendre jetables la pensée et la culture les plus libératrices ; nous savons tous désormais que l'empire des médias contribue dangereusement à la perversion de ces valeurs démocratiques qui fondent par ailleurs la « légitimité » des guerres récurrentes.

CONCLUSION: DANS L'ATTENTE DE NOUVEAUX ÉVÉNEMENTS RÉVÉLANTS

Il n'est pas possible de conclure cet essai qui propose des horizons de sens, d'espérance et d'action pour nos temps de déchirements et de désintégration des régimes de vérité, de légitimer des régimes et des valeurs. Le régime prophétique semble tenir en échec ou au moins en difficulté le régime longtemps triomphant de la raison moderne. Dans les deux camps, cependant, nous constatons l'absence de ces héros libérateurs, ces chefs charismatiques, ces créateurs de richesses intellectuelles et symboliques qui ont marqué les parcours historiques antérieurs au désenchantement, aux nivellements et aux banalisations liés à la civilisation technologique du libre marché. Si les démythologisations, les démystifications, les déconstructions laissent peu de chances aux grandes visions utopiques, elles apportent aussi des compensations précieuses aux échecs, aux épreuves, aux catastrophes naturelles, liés à une phase de l'histoire qu'on ne peut plus réduire à ce qu'on a, dans les années 1980, appelé la postmodernité. Il s'agit d'un mélange très complexe, mal ou sous-analysé de forces en travail à l'échelle mondiale. On ignore ce que seront la Chine, l'Inde et la Russie à l'horizon 2020 ; leurs interactions avec la sphère géohistorique et politique de l'Occident ne présentent pas assez de visibilité.

Il est encore plus difficile de se prononcer sur le futur proche de l'espace géohistorique méditerranéen. En termes de valeurs intellectuelles et culturelles qui touchent de près la question humaniste, le plaidoyer que je viens de présenter pour des réactivations et des remembrements de cet espace a le mérite incontestable de fournir aux sciences de l'Homme et de la société des chantiers neufs, originaux et très féconds pour des parcours à la fois subversifs et émancipateurs de la condition humaine. Quand les rivalités entre les volontés de puissance trouveront d'autres exutoires que le pétrole, les sources

d'énergie, la surenchère sur les intérêts sacrés des Etats-nations, les grands chantiers de la pensée critique délaissés, escamotés, accaparés jusqu'ici par les communautarismes et les égoïsmes des nations s'ouvriront à des équipes où les appartenances juives, chrétiennes, musulmanes, laïques, prolétariennes, bourgeoises, ethniques... ne viendront pas faire échouer telle rencontre, tel programme, telle thématique par des exclusions haineuses entre arabes et israéliens, musulmans et juifs, Algériens et Français, Grecs et Turcs, Serbes et musulmans, etc.

Fin de l'Utopie religieuse qui a inauguré la politique de l'espérance terrestre et eschatologique; fin des Utopies socialistes fondées sur les luttes finales entre classes riches et classes pauvres, paysans et prolétaires urbains ; fin des mirages du progrès indéfini par les sciences... Mais à quand la fin de la polarisation mythodéologique entre deux imaginaires du Salut : soit par la quête d'une Cité de Dieu sur terre, soit par la maîtrise technologique, mathématique, pragmatique du destin de l'homme grâce à la seule créativité de l'esprit autonome et théoriquement responsable dans la gestion de la recherche, des découvertes scientifiques et de leurs utilisations par les volontés de puissance politique et économique. Il faut en tout cas sortir de la pensée dualiste, dichotomique, manichéenne, essentialiste, substantialiste, fondamentaliste, qui perdure avec la polarisation idéologique des deux imaginaires. On aura compris que la troisième voie proposée dans cet essai n'utilise l'espace méditerranéen que comme un tremplin historique pour accompagner les combats engagés autour d'une mondialisation plus bénéfique pour tous les peuples, toutes les créativités culturelles et toutes les énergies tendues vers l'avènement d'un nouveau monde de Lumières, cette fois, universalisables.

Edité par l'Académie du Royaume du Maroc
Mise en page et couverture : PixelCats Design
Impression : DirectPrint

© - Rives Méditerranéennes